

Petite histoire complexe de la domination américaine sur le Japon

Le Japon moins au travers de ses gouvernants que des mouvements de sa société civile, a essayé et continue d'essayer de faire face aux événements, de combiner avec les pressions américaines. Il y a certes une petite minorité alignée sur les positions américaines, mais pour l'ensemble le but poursuivi est de vivre en paix, de manière autonome, sans être dans une situation de dépendance vis-à-vis des Etats-Unis qui pourraient entrainer le Japon dans des conflits qui ne sont pas les siens. Pour bien comprendre pourquoi on en est encore là en 2014, il faut passer en revue le processus complexe qui s'est déroulé depuis la reddition de 1945. C'est d'abord la reconquête de la souveraineté et de la démocratie (1946-1954) remise en cause par une alliance –suscitée par la montée du communisme en Asie- entre les anciens militaristes conservateurs remis au pouvoir et l'ex-occupant (1955-1960). Le Japon s'autonomise ensuite de manière relative par sa montée en puissance économique et la démocratie économique de masse remplace la démocratie de participation politique populaire (1960-1985). Les Etats-Unis lui enjoignent alors de soutenir avec ses forces militaires (dites d'auto-défense), et pas seulement de ses deniers, le monde libre dont ils sont le fer de lance (1986-2006). Le Japon cherche désormais à être plus actif sur la scène internationale et surtout face à la Chine dont la puissance, pas seulement économique, menace ses intérêts, et très concrètement les îlots Senkaku, symboliques d'un rapport de force d'influence en Asie et pour la défense desquels il a besoin de l'appui américain. L'ONU ne défendrait certes pas ces îlots inhabités et le Japon sans armes nucléaires continue de s'abriter sous le parapluie américain et d'être protégé par une soixantaine de milliers de soldats américains installés sur son sol (et surtout à Okinawa). En a-t-il vraiment besoin ou n'est-ce qu'un effet de la domination américaine ? Le Japon est manifestement une plate-forme pour la politique américaine face à la Chine et dans cette zone du monde.

La défaite et la soumission totale 1945 - 1946

Le Japon après la reddition du 15 août 1945 va passer, jusqu'au 28 avril 1952¹, sous le gouvernorat militaire américain, exercé presque jusqu'à la fin par le général Douglas Mac Arthur, *commandant en chef des forces alliées dans le Pacifique* (en anglais SCAP Supreme Command of Allied Powers) et *de facto* détenant seul l'autorité.

L'objectif de départ est de punir le Japon, lui ôter les moyens d'être à nouveau une puissance agressive² et en faire une démocratie, mais cet objectif sera révisé et aménagé en raison de la manière dont les choses vont et peuvent se passer au Japon dans le cadre des forts changements du contexte politique mondial et asiatique qui suivent la fin du conflit.

Au Japon, l'inattendu vient de l'Empereur, qui a montré sa capacité à imposer la capitulation et l'accueil respectueux de l'armée d'occupation par tous, dans tout le pays³ ; trois semaines après la reddition, il va faire allégeance en allant visiter Mac Arthur et se proclamer en faveur de la

¹ La reddition officielle, avec signatures, eut lieu le 2 septembre 1945 et la fin de l'occupation fut signée avec le traité de paix de San Francisco, le 8 septembre 1951 qui entrera en vigueur le 28 avril 1952.

² Le Japon dépose les armes et est désarmé, le désarmement est achevé en octobre 1945 sauf pour la marine qui aide au déminage des côtes. Pour une part on a imputé l'agressivité du Japon au fait que les forces armées de la restauration Meiji (明治 1868-1912) avaient pris de plus en plus d'importance à partir de 1875 et surtout après un intermède plus démocratique à l'époque Taisho (大正 1912-1926) ; les militaires ont peu à peu échappé au contrôle des civils pour finalement piloter le gouvernement après 1931. Dans un contexte mondial où les grandes puissances s'organisent des colonies et une armée puissante, les militaires japonais ont bénéficié du slogan adopté à l'époque Meiji : pays riche armée puissante (富国強兵, *Fukoku Kyōhei*), et ont commencé le défi direct de l'Occident avec la victoire sur la Russie en 1905 et poursuivi jusqu'à l'attaque incroyable des Etats-Unis à Pearl Harbour le 7 décembre 1941. Le Japon était devenu un Etat guerrier ultra nationaliste.

³ Le 15 août 1945 à midi, la radio nationale diffuse un enregistrement de l'empereur dit « voix radiodiffusée du joyau » (*Gyokuon-hōsō* 玉音放送) qui annonce l'acceptation des termes de la déclaration de Postdam (ultimatum du 2 août 1945 rédigé par les Alliés et exigeant la reddition du Japon et qui, d'abord rejetée, avait été suivie du largage de deux bombes atomiques l'une sur Hiroshima, le 6, puis l'autre sur Nagasaki, le 9 ainsi que par la déclaration de guerre au Japon de l'URSS, le 8). Le commentateur radio expliqua que cela signifiait la reddition du Japon et la fin de la guerre : les Japonais qui en quasi-totalité entendaient pour la première fois leur empereur, eurent en effet du mal à le comprendre d'autant plus que l'enregistrement était mauvais et qu'il s'exprimait en japonais classique.

démocratie à l'américaine, n'hésitant pas à renier à la radio le 1^{er} janvier 1946 l'idée que l'empereur soit divin⁴ ; il approuve en mars 1946 le contenu de la constitution démocratique et pacifiste rédigée par le SCAP⁵.

Sur la scène mondiale, des événements viennent bousculer la vision de ce que se croyait être la victoire alliée : le triomphe complet de la paix et de la liberté ; en 1947, c'est l'entrée dans la guerre froide et, en Asie, en février 1949, c'est Mao à Pékin et la Chine qui devient communiste, comme la Corée du Nord qui, de plus, en 1950, envahit le sud, lançant la guerre de Corée qui sera stabilisée en juillet 1951 (mais ne sera terminée que le 27/7/53). Le totalitarisme rouge arrive aux portes du Japon.

Le SCAP commence dans un premier temps à purger les élites⁶ japonaises avec le procès de Tokyo qui s'ouvre en mai 1946 (et durera 2 ans et demi) pour juger 250 criminels de guerre présumés ; à l'occasion des premières élections d'avril 1946, le SCAP refuse plus des ¾ des candidats comme étant soupçonnés d'avoir participé activement à des organisations de l'Etat ultranationaliste guerrier⁷. Les « heureux » élus qui ont en outre « l'aval de l'empereur », ratifieront⁸ la nouvelle constitution « proposée » par le SCAP et qui garde un rôle protocolaire à l'Empereur, symbole de l'Etat, mais sépare la religion de l'Etat et fait du Japon, non seulement un Etat d'égalité démocratique en droit, mais aussi un Etat pacifiste par son article 9⁹. Le SCAP en maintenant le symbole impérial a saisi l'importance de ce qui est une source de stabilité du pays. En revanche dans le contexte de la montée du communisme, l'instauration de la démocratie pacifique paraît vite dangereuse aux yeux des Américains et sur ce point ils vont pour le moins tenter des marches arrière¹⁰.

Le SCAP a octroyé aux travailleurs dès décembre 1945 les droits d'association, de négociation collective et de grève. En peu de temps le taux de syndicalisation a atteint 50%, dans une conjoncture sociale difficile : 13 millions de chômeurs en 1946 (dont quelques millions de rapatriés des ex-colonies « libérées » par les alliés) et beaucoup de misère partout. Le SCAP et Mac Arthur décidaient de tout, mais ils avaient cependant laissé en place un gouvernement pour l'administration des mesures qu'ils décidaient et pour gérer le quotidien ; ils avaient maintenu

⁴ « Les liens entre nous et notre peuple ont toujours reposé sur l'affection et la confiance mutuelle. Ils ne dépendent pas de simples mythes et légendes. Ils ne reposent pas sur la fausse conception que l'Empereur serait divin et que le peuple japonais serait supérieur aux autres races et destiné à gouverner le monde » (ma traduction d'une version anglaise : <http://www.crf-usa.org/election-central/bringing-democracy-to-japan.html>).

⁵ La nouvelle constitution du Japon (日本國憲法 *Nihon-Koku Kenpō*) entrera en vigueur le 3 mai 1947.

⁶ Tous ceux qui avaient été membres actifs de diverses institutions organisant l'Etat ultranationaliste guerrier sont passibles de mise à l'écart, de « purge », tenus pour indésirables. L'ambition était bien de le faire à tous les niveaux, le SCAP fit remplir des questionnaires à des millions de suspects et en mars 1947, par exemple, tous les anciens responsables des associations de quartiers (隣組 *Tonarigumi*) furent déclarés inéligibles et il leur fut interdit d'occuper un poste dans l'administration locale. Plus de 200 000 personnes seront ainsi « purgées ». Il fut également interdit d'arborer le drapeau national (un soleil rond rouge au milieu d'un rectangle blanc) dit *Hinomaru* (le rond du soleil), symbole de l'attachement à l'armée impériale agressive, et d'entonner l'hymne national *Kimigayo* (« le Monde de l'Empereur »), mesures qui furent ensuite adoucies (1948) puis rapportées (1949) sur décision du gouvernement américain plus que du SCAP (les associations de quartier se reconstituèrent sous le nom de *chōnaikai* (町内会)). Les subventions publiques au culte shintō furent supprimées.

⁷ Il s'agit souvent d'anciens élus ; écartés ils gardent cependant leur fief en faisant élire un membre de leur famille.

⁸ Le vote est du 3 novembre 1946

⁹ « Aspirant sincèrement à une paix internationale fondée sur la justice et l'ordre, le peuple japonais renonce pour toujours à l'usage de la guerre en tant que droit souverain de la nation, et à la menace ou à l'usage de la force comme moyen de régler les conflits internationaux.

Pour atteindre le but fixé au paragraphe précédent, il ne sera jamais maintenu de forces terrestres, navales ou aériennes, ou aucun autre potentiel de guerre. Le droit de belligérance de l'Etat ne sera pas reconnu. »

¹⁰ Il subsistera cependant un certain nombre d'éléments, nous les mentionnerons ensuite, mais indiquons l'un d'entre eux qui ne posera pas de « danger ». La loi de réforme agraire lancée en octobre 1946 donne en petite propriété une petite parcelle à près de 5 millions de familles qui étaient « fermiers » dépendant d'un propriétaire. Tous les propriétaires non exploitants sont expropriés, ils peuvent obtenir 7ha de terres arables s'ils veulent les cultiver et 1ha à louer. Le processus concernera 40% de la superficie cultivable et durera près de 3 ans. Bref l'agriculture japonaise devient une agriculture familiale de petits paysans propriétaires, avec la grâce de l'Etat qui leur vend à crédit leur parcelle. L'Etat soutient également le prix du riz (comme pendant la guerre), lequel sera alors déterminé en concertation en particulier avec les élus du parlement, tandis que des coopératives fédérées au niveau national auto-organisent la vie des paysans « du berceau à la tombe » (assurances diverses, prêts, distribution des produits et des intrants etc.) avec le soutien du ministère de l'agriculture qui assure la protection vis-à-vis de l'étranger. Les petits propriétaires préexistants bénéficient des mêmes aides et globalement le monde rural « démocratisé » ne posera aucun danger, il va devenir l'obligé et le soutien populaire de l'Etat, en passant par les élus locaux.

également le parlement¹¹, bien que nombre de ses membres se fassent écarter en raison de leur passé. A l'arrivée des occupants, c'était un prince impérial¹², général de l'armée qui était premier ministre en poste depuis le 17 août ; il co-organisa la reddition officielle, et géra les affaires courantes, mais démissionna assez vite, en octobre, acceptant mal le démantèlement par le SCAP de la législation en place. Parmi toutes les mesures d'abrogation décidées par le SCAP, il motiva son départ par son opposition à la suppression de la loi policière très répressive de 1925. Le SCAP nomma pour lui succéder Kijūrō Shidehara¹³ (幣原 喜重郎) qui resta premier ministre jusqu'en mai 1946 et les premières élections. Son gouvernement a été également associé au projet de nouvelle constitution mais le projet japonais fut entièrement revu, trouvé trop proche de l'ancienne constitution. Pour ce qui est de l'article 9, Mac Arthur a dit que Shidehara en avait été l'inspirateur, mais celui-ci prétendait que l'idée était de Mac Arthur.

La lente reconquête de la souveraineté et de la démocratie (1946-1954)

Après les premières élections¹⁴, gagnées par le nouveau parti libéral, Yoshida Shigeru (吉田 茂) devient premier ministre¹⁵ parce que le promoteur principal et président de ce parti, Ichirō Hatoyama (鳩山 一郎), est écarté par le SCAP¹⁶. L'inflation résultant de la politique de relance qu'il

¹¹ Le parlement comportait deux chambres, La chambre haute (issue de la chambre des pairs (貴族院, *Kizoku'in*) d'avant la défaite) est dite au Japon, chambre des conseillers (參議院, *Sangi'in*) ou des sénateurs, élus pour six ans renouvelables par moitié tous les 3 ans. Elle forme la Diète (国会, *Kokkai*), le parlement Japonais, avec la chambre basse, celle des représentants (衆議院, *Shūgi-in*), dits aussi députés, élus pour 4 ans mais qui peut être dissoute par l'empereur à la demande du premier ministre.

¹² Il s'agit du prince Higashikuni no miya Naruhiko ō (東久邇宮 稔彦王), il avait été hostile à la guerre contre les Etats-Unis et s'était efforcé en 1945 d'écourter le conflit en manœuvrant contre l'empereur.

¹³ C'était un diplomate qui avait été ambassadeur du Japon dans plusieurs pays dont les Etats-Unis (avant 1915); après avoir été plusieurs fois vice-ministre des affaires étrangères il fut une première fois ministre des affaires étrangères en 1924 et déclara alors devant le parlement qu'il fallait respecter les principes de la SDN. Il a développé des idées pacifistes et montré son désaccord concernant les interventions japonaises en Chine, sans toutefois être un opposant farouche, mais les militaristes parvinrent à faire tomber le gouvernement en 1927 en raison de sa politique. Il redevint ministre des affaires étrangères en 1929, et mena une politique en rapport avec ses idées ce qui conduisit à une crise politique en 1930. Il assura en 1931 (mars à septembre) l'intérim du premier ministre blessé dans un attentat, puis n'occupa plus de poste de responsabilité gardant « un profil bas » pendant la période du Japon guerrier et ultranationaliste. Après la reddition Shidehara deviendra membre du parti du progrès du Japon créé en novembre 1945, le *Nihon Shimpō* (日本進歩党) qui se transformera en parti démocrate en mars 1947, le *Minshutō* (民主党) rejoint par des dissidents du parti libéral. En mars 1948, Shidehara le quitte avec quelques autres pour rejoindre le parti libéral (ceux qui restent fusionnent en 1950 le *Minshutō* avec le parti de la coopérative du peuple, le *Kokumin kyōdōtō* (国民協同党) pour former le parti démocratique du peuple, le *Kokumin Minshutō* (国民民主党)).

¹⁴ Pour cette élection, les femmes seront électrices pour la première fois et l'âge nécessaire pour voter est passé de 25 à 21 ans ; de très nombreux partis (257 !) se présentent, créés pour ces élections. Toutefois les procédures électorales ne sont pas encore celles que va définir la constitution qu'auront à ratifier ces élus.

¹⁵ Yoshida est un diplomate ; il a été vice-ministre des affaires étrangères de Shidehara en 1926 puis, déplaçant aux militaires, il dû quitter ; il sera nommé ambassadeur en Italie (1930) et au Royaume Uni (1936) jusque 1938. Il démissionna du ministère des affaires étrangères en 1939. Il n'eut aucun poste officiel durant la deuxième guerre mondiale. Il ne souhaitait pas la guerre contre les Etats-Unis quand elle se profilait avec les réactions américaines après l'invasion japonaise de l'Indochine française ; aussi, en 1941, il agit en sous-main avec quelques politiciens dont le prince Fumimaro Konoe (近衛 文麿) pour tenter, en vain, d'arrêter le processus. En 1944 il cherche des contacts avec la Russie pour terminer la guerre. Il est arrêté et emprisonné en avril 1945 pour ses contacts avec Konoe mais libéré en juin. En octobre 1945 il devient le ministre des affaires étrangères du gouvernement Shidehara auquel le sien succède.

¹⁶ C'est en effet Ichirō Hatoyama qui devait devenir premier ministre. Il a constitué en novembre 1945 le parti libéral du Japon (日本自由党 *Nihon Jiyūtō*) dont il est président et qui gagne les élections en avril 1946. Il a monté ce parti avec d'anciens députés proches de lui avant la défaite (30 sur les 46 fondateurs seront « purgés » comme lui), qui sont favorables à la démocratie et qui s'opposent à l'avènement d'une bureaucratie qui remplacerait les militaires et les aristocrates comme nouveau groupe dirigeant non démocratique. Il semble (voir par exemple D. Kaplan et A. Dubro, 1995, *Yakuza : Japan's Criminal Underworld*, Berkeley, University of California Press, la deuxième partie s'intitule les années Kodama, voir sur ce point précis p.53) que d'un point de vue financier – lui-même étant bien riche – il ait été aidé par Yoshio Kodama (児玉 誉士夫) pourtant emprisonné comme suspecté de crimes de guerre (Kodama sera libéré, recruté à sa sortie de prison par la CIA ; gracié, il continuera à soutenir ses ambitions politiques – deviendra ministre – pour le camp conservateur qu'il aidera, financièrement et par l'intimidation des opposants de toute sortes, en recourant aux Yakuza sur lesquels il exerce une certaine emprise). Kodama, comme homme de l'ombre est souvent rangé dans la catégorie des *kuromaku* (littéralement voile noir).

Hatoyama a commencé sa carrière politique derrière son père, en 1915 comme membre du plus vieux parti conservateur *Seiyūkai* (plus exactement *Rikken Seiyūkai* - 立憲政友会 association des amis du gouvernement constitutionnel). Il a quitté un moment ce parti (de 1921 à 1925) avec des réformistes sociaux et institutionnels qui veulent plus de démocratie, mais l'aventure tourne court et il revient au *Seiyūkai* ; il entre à plusieurs reprises au gouvernement comme secrétaire général du cabinet (27-29), ministre de l'éducation (32-34) puis co-dirige le parti à partir de 1937. Il s'oppose au processus de militarisation étendue (et à la loi de mobilisation nationale qui fit du Japon un Etat policier) puis au projet de formation d'un parti unique, ce qui provoque la scission du parti en 1939 ; il devient un peu plus ouvertement hostile à l'évolution en cours et quand le *Seiyūkai* et le parti au pouvoir se dissolvent pour former ce parti unique, l'association de soutien à l'autorité impériale (大政翼賛会, *Taisei Yokusankai*), il refuse d'adhérer. Le petit groupe qu'il forme alors (l'« Association des esprits semblables » *Dōkōkai*) sera dissoute par l'Etat après les élections de 1942 et Hatoyama fait machine arrière

conduit va achever d'enflammer la crise sociale et une grève générale annoncée pour le 1^{er} mai 1947 est interdite par Mac Arthur qui donne l'ordre de procéder à de nouvelles élections. Les socialistes remportent ces élections mais leur gouvernement de coalition mis en place en mai 1947 ne peut enrayer l'inflation et la coalition va se diviser¹⁷. Les socialistes laissent alors le poste de premier ministre au parti démocrate qui accepte de prendre des mesures d'austérité et surtout, à la demande du SCAP qui retire aux fonctionnaires le droit de grève et de négociation collective. C'en est trop pour les socialistes. Le gouvernement démissionne et, en octobre 1948, Yoshida revient au pouvoir ; il va convoquer de nouvelles élections et obtient une large majorité pour son nouveau parti libéral¹⁸ en janvier 1949. Le Parti communiste a profité de la débâcle du PS (réduit à 48 sièges) pour prendre place dans l'arène politique (35 sièges), mais fait bien vite l'objet de machinations et de poursuites policières¹⁹ dans le même temps où le plan Dodge de stabilisation économique provoque des centaines de milliers de licenciements avec des grèves brisées par des ordres de réquisition du SCAP²⁰. Le début de la guerre de Corée relance l'économie mais renforce en juin 1950 la purge rouge commencée en avril 1949²¹ : alors que le Mac Carthysme de la chasse aux sorcières (et l'horreur rouge – red scare) fait rage aux Etats-Unis, le SCAP craint que la fièvre communiste puisse toucher le Japon. Il fait procéder à l'élimination, au licenciement des sympathisants communistes ou supposés tels dont plus de 600 journalistes, plus de 10 000 fonctionnaires, des enseignants et plus de 10 000 syndicalistes y compris dans les entreprises privées. C'est une tentative de coup d'arrêt au processus de démocratisation dans la population et à la formation d'une « gauche » japonaise face aux élites conservatrices issues du passé. En effet, dans le même temps, on arrête les purges de cette ancienne élite qui était au pouvoir durant les années guerrières ultra nationalistes et même on commence à réhabiliter ceux qui avaient été mis à l'écart depuis la défaite²².

Yoshida va peu à peu trouver un peu de liberté d'action, vis-à-vis de la « gauche » et vis-à-vis de Mac Arthur lui-même, qui est occupé par la charge du commandement de la guerre de Corée, puis qui sera relevé de ses fonctions le 19 avril 1951 (par le président Harry Truman pour avoir voulu utiliser l'arme atomique en Corée). Ce dernier est remplacé par le général Matthew Ridgway qui confirme dès le mois de mai que sa souveraineté sera bientôt rendue au Japon, et annonce que

pendant un an, avant de se décider à siéger à la chambre comme « non investi » (非推薦, *Hi-suisen*) après mars 1943, passant alors le plus clair de son temps à Karuizawa. On ne peut dire qu'il ait été un opposant actif au militarisme et le SCAP prend à son encontre le 3 mai 1946 une directive le déclarant indésirable pour une telle fonction. La décision est motivée par le soutien de fait, en votes et en paroles à l'expansionnisme du Japon, à ses actions militaires en Chine et contre les Etats-Unis. Ce chrétien Baptiste fait l'outré et après avoir proposé Yoshida comme premier ministre il le jalouse ensuite en lui reprochant de ne pas se rapprocher de l'aile droite du parti socialiste. Retiré à Karuizawa, il traduit l'ouvrage de Richard Coudenhove-Kalergi, *l'Homme et l'Etat totalitaire*, (publié en 1952 sous le titre *La liberté et la Vie Jiyū to Jinsei 自由と人生*) ; il en reprend le concept de fraternité qu'il traduit par *yuai*(友愛) dont il veut faire un principe politique qui sera remis dans le débat intellectuel-politique par un de ses petit-fils Yukio (由紀夫), qui deviendra premier ministre en 2009-2010.

Écarté alors qu'il s'apprêtait à former le gouvernement, Hatoyama désigne Shigeru Yoshida pour prendre sa place.

¹⁷ Ayant gagné au niveau national (sans majorité) mais perdu les élections locales, le Parti Socialiste du Japon hésite alors à diriger le pays, mais l'un de ses responsables accepte, c'est Tetsu Katayama (片山 哲) qui propose de faire un gouvernement d'union nationale que Yoshida refuse mais que le parti démocrate accepte. Katayama sera premier ministre un an puis démissionnera en février pour son vice premier ministre Hitoshi Ashida (芦田 均) du parti démocrate (*Minshutō* 民主党). Tous deux sont des ex-membres du *dōkōkai*. Hitoshi Ashida avait été nommé en 1933 éditeur en chef du Japan Times par le gouvernement pour y faire passer son message.

¹⁸ Le Parti démocrate libéral (民主自由党, *Minshu Jiyūtō* formé en mars 1948 par le ralliement en particulier de membres conservateurs du parti démocrate le *Minshutō*(民主党) ; en octobre 1948, son parti avait le plus grand nombre de députés pour pouvoir former un gouvernement de coalition mais n'a pas la majorité. En revanche aux élections de 1949, les premières tenues sous les règles de la nouvelle constitution, il obtient la majorité absolue avec 269 sièges (sur 466) et seulement 70 pour son second, le *Minshutō*.

¹⁹ Mac Arthur ordonne à Yoshida premier ministre, en juin 1950 d'écarter tous les dirigeants communistes dont il donne la liste- lettre accessible à la bibliothèque de la diète, en ligne.

²⁰ D'un autre côté les travailleurs ont depuis 1947 un système d'assurance chômage, mais devront attendre 1960 pour une couverture maladie universelle et 1961 pour un système obligatoire de pensions de retraites.

²¹ "Japan's Red Purge: Lessons from a Saga of Suppression of Free Speech and Thought" par Tetsuo Hirata et John W. Dower, (<http://www.japanfocus.org/-Hirata-Tetsuo/2462>), est la traduction, parue dans *Japan Focus* le 7/07/2007, d'un article de Tetsuo Hirata (平田哲男) publié dans l'hebdomadaire « vendredi », *Shukan Kinyōbi* (週刊金曜日), no. 616, July 28, 2006. Le PC voit tous ses membres, qui avaient été réhabilités, à nouveau écartés et retourne dans une semi clandestinité. Son journal le drapeau rouge (akahata 赤旗) est à nouveau interdit.

²² Le nouvel objectif américain concernant le Japon est entériné en octobre 1948 par le conseil national de sécurité des Etats-Unis qui suit les recommandations du rapport John Kennan (rédigé après une visite au Japon en mars 1948).

l'épuration (pour crimes de guerre et militarisme agressif) sera adoucie ; de fait en 1951 plus de 250 000 personnes seront réintégrées. Même des condamnés du procès de Tokyo, dignitaires de la période ultranationaliste guerrière seront bientôt libérés, réhabilités et à nouveau pourront occuper des postes au gouvernement²³. Yoshida est sur une ligne un peu différente des réactionnaires (populistes) qui finiront par revenir au pouvoir. Il refuse le réarmement massif du Japon que demandent les Américains pour faire face à la situation en Asie, la guerre de Corée et le danger Chinois. Il doit cependant mettre en place (juillet 1950) une police nationale de réserve (*keisatsu yobitai* 警察予備隊) de 75 000 hommes mais s'en tient à la constitution pacifiste²⁴.

Au cours de la négociation du traité de paix et du traité de sécurité, le gouvernement américain (plus que le SCAP) a exercé de fortes pressions sur le gouvernement japonais pour qu'il réarme le Japon et Yoshida a donné des assurances a minima afin d'obtenir la fin l'occupation du Japon. Le traité de paix reconnaît au Japon le droit à la légitime défense individuelle et collective en se référant à l'article 51 de la Charte des Nations Unies. Pour se conformer à ses engagements, le Japon doit démarrer un réarmement de fait. Le traité exonère le Japon de réparations de guerre (vis-à-vis de tous les pays d'Asie qui ont subi un joug très long et souvent sanglant), et permet l'amnistie des criminels de guerre.

En 1952, l'effectif des forces de police nationale de réserve fut porté à 110 000 hommes devenant en octobre les Forces nationales de sécurité²⁵ incorporant la police côtière qui était un embryon de marine, le tout piloté par une agence de sécurité. Yoshida qui a signé les traités, ouvre une nouvelle page de l'histoire du Japon avec la fin de l'occupation (28 avril 1952) et impose une position formelle pacifiste qui sera connue comme la doctrine Yoshida. A savoir : le Japon se concentre sur la reconstruction et la croissance économique (et sera plus tard, à l'occasion, taxé de diplomatie du carnet de chèque), il ne se dote que de moyens d'armement extrêmement limités pour assurer sa sécurité, en conformité avec l'article 9 qui interdit d'établir des forces armées²⁶, il confie sa sécurité extérieure aux Etats-Unis qui maintiennent de nombreuses bases et troupes sur le territoire (et continueront d'administrer l'archipel d'Okinawa jusque 1972). Pour l'essentiel le Japon se tiendra à cette doctrine jusqu'à aujourd'hui.

En 1952, le pouvoir de Yoshida, dans le Japon à nouveau souverain, est contesté en interne²⁷, et les partisans d'Hatoyama, nouvellement réhabilité, poussent à ce que Yoshida lui cède la place. Yoshida refuse et fait dissoudre l'assemblée. Il organise de nouvelles élections en octobre 1952 à

²³ Il n'y aura qu'un seul procès de Tokyo qui se terminera fin 1948. Il aura examiné le cas de seulement 28 prévenus, certains mourront en prison, sept condamnés à mort seront exécutés et leurs cendres dispersées, les autres seront libérés peu à peu sans servir leur peine en totalité, loin s'en faut pour les condamnés à 20 ans (Dans les pays libérés de l'occupation japonaise, sur 5 700 Japonais mis en accusation, 920 seront exécutés). Dès 1950 le gouvernement américain prit une circulaire de clémence vis-à-vis de tous ceux qui étaient soupçonnés de différentes catégories de crimes de guerre et qui ne seront donc pas poursuivis (par ailleurs les membres de la tristement fameuse unité 731 d'expériences médicales en Chine responsables d'atrocités et d'un très grand nombre de morts ont obtenu l'impunité des américains en leur livrant -secrètement- les résultats de leurs expériences, le Japon ne reconnaîtra l'existence de cette unité qu'en 2002).

²⁴ Le SCAP était au-dessus de la constitution du Japon et sur ses ordres le gouvernement de Yoshida pouvait prendre des ordonnances, il fit cependant discuter la création de cette police au parlement devant lequel il défendit qu'elle n'avait rien de militaire. Pourtant une fois le traité de paix signé, elle fut dotée d'avions, d'artillerie, de frégates par les Etats-Unis (Sayuri Umeda (prepared by), 2006, « Japan – Article 9 of the Constitution, 2004-01207- Japan : Amendment of Constitution, Article – February 2006 » *The Law Library of Congress*, téléchargé de www.loc.gov/law/help/Japan.Article9.pdf).

²⁵ En application des accords avec les américains, le 1er août 1952 fut créée l'agence de sécurité (*hoanchô* 保安庁) par une législation du parlement (loi 285) et par suite, le 15 octobre cette nouvelle dénomination de force nationale de sécurité (*hoantai* 保安隊) pour les forces de police nationale de réserve.

²⁶ Rappel de l'alinéa 2 de l'article 9 : « il ne sera jamais maintenu de forces terrestres, navales ou aériennes, ou aucun autre potentiel de guerre »

²⁷ Le dit-traité garantissant la sécurité entre le Japon et les Etats-Unis (*Nipponkoku to Amerikagasshûkoku to no aida no anzen hoshôjôyaku* 日本国とアメリカ合衆国との間の安全保障条約) souvent désigné en court par Ampo (qui regroupe les premiers caractères des deux mots qui en japonais signifie sécurité -*anzen* 安全- et garantie -*hoshô* 保障 - qui ne comporte que 5 articles et a un seul réel objet, autoriser les américains à disposer de forces sur le territoire japonais et d'en faire usage pour maintenir la paix et la sécurité internationale en Extrême Orient et au Japon y inclus pour faire face à des troubles intérieurs à la demande du gouvernement japonais. Aucune limite de durée n'est indiquée. Si le pacifisme de la constitution est populaire, ce traité compris comme une dépendance totale vis-à-vis des Etats-Unis ne l'est pas, bien au-delà des sensibilités de gauche. Lors du 1er mai 1952, certains des manifestants entrèrent sur les pelouses entourant le palais impérial pour manifester contre le traité ; la police fit usage de gaz lacrymogènes et tira sur la foule faisant des morts et des blessés.

l'occasion desquelles, 124 anciens députés qui avaient été écartés des élections de 1946 retrouvent leur siège, dont Hatoyama. Les partisans de Yoshida gardent tout d'abord l'avantage et il reste premier ministre²⁸. L'opposition va provoquer en mars 1953 un vote de confiance sur une question de forme et 22 députés de son parti vont lui faire défaut espérant qu'il cède la place à Hatoyama ; mais il répond par la dissolution et de nouvelles élections sont organisées en avril. Il redevient premier ministre²⁹ mais doit conduire un gouvernement de coalition instable tandis que de nombreux politiciens autour de Hatoyama échafaudent mille combinaisons au moment où les socialistes rêvent encore de prendre le pouvoir. Par ailleurs il subit des pressions renouvelées des Américains³⁰ avec lesquels il faut signer en mars 1954 un accord d'assistance et de défense mutuelle³¹. Cet accord va amener à aller un peu plus loin dans le réarmement « pacifique » du Japon sous le « contrôle des civils ». Le 1^{er} juillet 1954, de par la loi n°164, on transforma l'agence de sécurité en agence de défense nationale (*bôeichô* 防衛庁) : le changement de dénomination signifie que le Japon se reconnaît le droit de se défendre, de faire une guerre de défense. Au moment de la discussion de la loi, le représentant du gouvernement, en l'exposant, a rapporté toutes les inquiétudes des membres du cabinet concernant le respect de l'article 9³² : le Japon risque d'avoir des obligations de légitime défense collective, de devoir envoyer des troupes à

²⁸ Il avait remodelé à nouveau son parti en mars 1950 par le renfort d'autres dissidents du parti démocrate et avait renommé son parti plus simplement le Parti libéral (自由党, *Jiyūtō*). Aux élections d'octobre 1952 il obtint à nouveau la majorité des sièges (242/466).

²⁹ Hatoyama avait quitté le parti libéral de Yoshida en mars, mais il y reviendra en novembre 1953 bien après l'épisode de la dissolution de la chambre puis désignation du 1er ministre en avril. A la chambre, Yoshida, pour être élu premier ministre, doit affronter Mamoru Shigemitsu (重光 葵). En effet il n'a que 202 députés, il lui en manque 32 pour avoir la majorité mais le parti libéral d'Hatoyama (鳩山自由党 *hatoyama jiyūtō*) - parti libéral séparatiste (*buntōha jiyūtō* - 分党派自由党) – formé en mars contre Yoshida en compte 35 et soutient Shigemitsu. Celui-ci a formé en février 1952, à partir de la fusion de deux petites formations, un nouveau parti, le parti de la réforme du Japon (改進黨 *kaishintō*) qui tient à l'indépendance du Japon, à l'autodéfense, qui veut se situer au centre (ni à droite ni à gauche) et promouvoir des réformes progressives et sociales. Il a obtenu 76 sièges. Le parti socialiste (*shakaiō* 社会党) a obtenu 138 députés répartis en deux, une aile gauche (*saha* 左派) de 72 députés et une aile droite (*uha* 右派) de 66 députés (le PC - a un seul député). Les deux ailes refusent de se joindre à Hatoyama, pour soutenir Shigemitsu, celui-ci s'incline donc face à Yoshida. Hatoyama rejoint le parti libéral où il constitue une faction (*habatsu* 派閥) ; en revanche certains de ses partisans ne le suivent pas mais fondent un autre parti libéral du Japon (日本自由党 *nippon jiyūtō*).

Mamoru Shigemitsu avait été diplomate entre deux guerres, ambassadeur dans de nombreux pays en Europe et en URSS ; il était opposé à la guerre contre les Etats-Unis, poussant à une négociation ; aussi juste après Pearl Harbor fut-il éloigné sur un poste en Chine ; il fut rappelé par le gouvernement militaire en avril 1943 comme ministre des affaires étrangères puis de la grande Asie de l'Est jusqu'à la reddition dont il a été l'un des signataires de l'acte. Arrêté comme suspecté de crimes de guerre, il fut condamné à 7 ans de prison par le tribunal de Tokyo, mais obtint sa libération conditionnelle en 1950.

³⁰ En sous-main les services secrets américains manoeuvrent et paient pour réduire l'influence des partis de gauche et pour faire advenir comme premier ministre Nobosuke Kishi (岸 信介) qui le deviendra en 1957. C'est l'article de Tim Weiner, appuyé par des révélations de protagonistes américains, dans le New York Times du 9 octobre 1994, qui a confirmé ce qui n'était jusque-là que rumeur et donné une idée de l'ampleur de l'action de la CIA. L'article s'intitule : « C.I.A. Spent Millions to Support Japanese Right in 50's and 60's, » et peut encore (2014/08/05) téléchargé sur le site du journal (<http://www.nytimes.com/1994/10/09/world/cia-spent-millions-to-support-japanese-right-in-50-s-and-60-s.html?src=pm&pagewanted=3>). L'article débute ainsi : “The C.I.A. gave money to the Liberal Democratic Party and its members in the 1950's and the 1960's, to gather intelligence on Japan, make the country a bulwark against Communism in Asia and undermine the Japanese left, said retired intelligence officials and former diplomats. Since then, the C.I.A. has dropped its covert financial aid and focused instead on gathering inside information on Japan's party politics and positions in trade and treaty talks, retired intelligence officers said”.

Ensuite au Japon on a pu lire en anglais le texte d'Alec Dubro et David E. Kaplan, "A Question of Intelligence: Forty-five Years of the CIA in Japan," dans le *Tokyo Journal* de mars 1995, pp. 32-37 et en japonais une série d'articles d'Alec Dubro avec Michio Matsui dans le magazine *Views* publiés entre novembre 1994 et mars 1995.

³¹ Le texte anglais dit “The Government of Japan . . . will make . . . the full contribution permitted by its manpower, resources, facilities and general economic condition to the development and maintenance of its own defensive strength and the defensive strength of the free world, take all reasonable measures which may be needed to develop its defense capacities, and take appropriate steps to ensure the effective utilization of any assistance provided by the Government of the United States of America. » (Law Library, 2006).

³² Law Library 2006 en donne la version suivante (en se reportant au texte japonais HOUSE OF REPRESENTATIVE MINUTES, 19th Diet Session, No. 45, 5 (May, 7, 1954) note 9) : “many members in the Committee criticized the government because of the ambiguity of the relationship between the bill and article 9 of the Constitution.

Among other things, he detailed their concern that after the MSA Agreement became effective, Japan would have obligations under the right of collective defense, and, further, would be obliged to dispatch the SDF overseas. The other doubt he mentioned was that the government interpretation of article 9 ultimately would allow the unlimited increase in self-defense capability under the name of self-defense.”

L'article 4 de la loi dit (d'après Eric Seizelet, 2013, « Le 'contrôle civil' et le pouvoir exécutif au Japon- Essai sur les rapports entre civils et militaires dans le Japon d'après-guerre ») « le *Bôeichô* a pour but d'assurer la protection de la sécurité nationale et de protéger la paix et l'indépendance du pays. Il a pour mission de veiller à l'ensemble des matières se rapportant au fonctionnement et au contrôle des forces terrestres, maritimes et aériennes d'autodéfense ». Cette agence n'est pas un ministère, mais son directeur a de par la loi rang de ministre d'Etat et siège au cabinet du premier ministre.

l'extérieur et d'avoir à augmenter sans limites ses forces de défenses³³. Le gouvernement considéra qu'il était nécessaire et possible de créer ces forces tout en respectant l'article 9³⁴ sous réserve qu'elles soient placées sous le contrôle des civils et de soumettre leur emploi à trois conditions ; 1) il y a un danger présent et très fort d'invasion du Japon 2) il n'existe pas d'autres moyens appropriés de défendre le Japon 3) l'usage de la force pour défendre le Japon est limité seulement au minimum nécessaire. Cette interprétation sera celle maintenue officiellement jusqu'ici, même si elle a souffert après 1990 de quelques exceptions dûment encadrées et limitées par une loi spécifique. Lors des débats le gouvernement indiqua par ailleurs que le Japon ne pouvait en raison de la constitution faire usage du droit de légitime défense collective, mais seulement de légitime défense individuelle.

Par suite de cette loi, des forces, de fait des forces armées, sont organisées³⁵, mais en évitant d'employer des termes militaires (pas d'armée, mais de l'auto-défense, pas de militaires mais des personnels, on parle de l'éventuelle légitime défense, pas de tanks mais des véhicules spéciaux etc.), tout en se préparant à se défendre vis-à-vis de pays étrangers. On crée ainsi les Forces d'auto-défense (Self-Defense-Forces, en japonais *jietai* (自衛) divisés en trois catégories, au sol, 陸上自衛隊 *rikujō jietai*, aériennes 航空自衛隊 *Kōkū Jieitai* et maritimes 海上自衛隊 *Kaijō Jieitai*) et une agence de services généraux, le tout sous le contrôle civil (Le principe du contrôle civil (*Bunmin tōsei* 文民統制), du premier ministre. On reste dans le cadre de la doctrine Yoshida, mais il est clair que cela n'est pas simple.

De la même manière le Japon peine à devoir se positionner vis-à-vis du nucléaire. Le président Eisenhower qui prend fonction en 1953 lance sa campagne mondiale « Atom for peace » en décembre 1953 pour faire admettre partout un monde nucléarisé, pariant sur les applications médicales et surtout sur la « rentabilisation » civile des recherches nucléaires, par l'avènement de l'électricité nucléaire (démontrée par un prototype en 1951, le premier réacteur commercial ne fonctionnera qu'en 1958). Derrière ce paravent destiné à transformer l'angoisse de la société civile en rêve de progrès matériel, il produit un arsenal militaire considérable³⁶ face à l'URSS vis-à-vis de laquelle, le Japon est considéré comme en première ligne. Sur l'incitation américaine, Yoshida s'embarque dans le financement par le budget de 1954 d'un programme japonais de recherche nucléaire, dans un pays encore sous le coup humain et psychologique des bombardements nucléaires américains et dont les craintes sont à nouveau réveillées en mars 1954. Les Américains ont en effet fait exploser une bombe H expérimentale sur l'atoll de bikini et outre des habitants de la région 28 pêcheurs d'un thonier japonais le *Daigo Fukuryū Maru* (第五福龍丸) sont irradiés bien qu'ils naviguaient au-delà de la zone interdite par les américains.

Hatoyama pendant ce temps continuait sa lutte contre Yoshida et lança en novembre 1954 un nouveau parti dit démocrate (日本民主党 *Nihon Minshutō*) avec des dissidents du parti libéral³⁷. Le parti de Yoshida n'a plus alors que 192 députés et Hatoyama dépose, avec les deux partis socialistes, une motion de censure le 6 décembre.

³³ Le Sénat passa une résolution interdisant l'envoi des forces à l'étranger.

³⁴ Il a été essayé plusieurs fois de poser la question de la constitutionnalité de ces forces de défense à la cour suprême (最高裁判所 *Saikō-Saibansho* - créée en 1947 pour juger de la constitutionnalité des lois au titre de la nouvelle constitution et des litiges d'interprétation de l'ensemble des lois) à l'occasion de procès à l'encontre de l'emprise des forces d'autodéfense ou d'actes commis à leur encontre. La cour suprême japonaise ne juge pas en théorie de la constitutionnalité d'une loi mais si un jugement contesté amène à poser la question. La cour s'est toujours positionnée pour ne pas avoir à traiter de cette constitutionnalité, au plus a-t-elle indiqué que l'article 9 ne signifiait pas que le pays doit rester sans défense et sans résistance (cas Sunakawa, 1959, Craig Martin, Japan Focus, 29 mai 2007).

³⁵ De fait ce sont des instructeurs américains qui s'impliquent dans l'organisation « l'armée » japonaise ; ainsi l'armée impériale n'avait jamais eu de forces aériennes autonomes et ce sont d'anciens aviateurs de l'armée de terre qui s'adressèrent au commandement de l'air américain de la zone en mai 1952 pour solliciter la constitution de cette force aérienne. Ce fut approuvé par le secrétariat de la défense américaine en octobre 1952 et aussitôt les instructeurs américains ont commencé à former des pilotes japonais à Hamamatsu sur des avions américains et ce n'est qu'en 1953, au cours de la préparation de la loi de 1954 qu'on découvre l'existence d'une potentielle force aérienne (Jean Esmein, (2007) « Les forces armées » chap. XXVI in Bouissou, J-M., *Le Japon Contemporain*, Paris, Fayard, p.536).

³⁶ A son arrivée à la présidence les Etats-Unis disposaient de moins de 1000 têtes nucléaires, ils en auront plus de 20 000 huit ans plus tard à son départ.

³⁷ Hatoyama forme en novembre 1954, le parti démocrate du Japon, (*Nihon Minshutō* 日本民主党) regroupant le *nippon jiyūtō* (日本自由) et le parti de la réforme du Japon (改進黨 *kaishintō*) (voir plus haut, note 37) et des dissidents du parti libéral.

Mais finalement, le lendemain, ayant peut-être le sentiment d’avoir accompli ce qui lui paraissait essentiel au cours de ces huit années précédentes, Yoshida démissionne avec l’ensemble des membres de son gouvernement; nombre de ses collaborateurs auront par la suite des postes importants, plusieurs deviendront premiers ministres de telle sorte que l’on a parlé d’école Yoshida et ils contribueront à faire du Japon d’après-guerre une grande puissance commerciale et économique³⁸.

Le tournant décisif 1955-1960

Pour l’heure c’est Hatoyama qui devient premier ministre en se faisant élire face au successeur de Yoshida à la tête du parti libéral et avec les voix des deux partis socialistes du moment (« de droite » et « de gauche ») qui lui laissent conduire un gouvernement de minorité en échange de la promesse d’élections prochaines ce qu’il organise en février 1955. Il l’emporte sur les libéraux (185 sièges contre 113), mais les socialistes ont progressé et ont ensemble 155 sièges, un véritable danger³⁹ pour la droite japonaise. Ceci d’autant plus que leur négociation pour une réunification⁴⁰ commencée en janvier 1955, avance et aboutira de fait en octobre. Hatoyama est cependant élu premier ministre grâce au vote de suffisamment de députés du parti libéral. Toutefois les américains et le grand patronat japonais sont alarmés par le danger de voir la gauche l’emporter et poussent la droite politique à se réunir en employant tous les moyens possibles.

La fusion conservatrice a finalement lieu le 15 novembre 1955, sans Yoshida⁴¹, avec la création du Parti Libéral Démocrate, (*Jiyû-minshutô* 自由民主党) qui 60 ans plus tard domine aujourd’hui encore la vie politique japonaise⁴², souvent sous la dénomination courte de Parti libéral, *Jimintô*.

Durant son mandat, Hatoyama va essayer, en vain, de renégocier l’accord avec les Américains pour que le Japon ait de véritables forces armées, et que peu à peu les bases américaines soient retirées, pour modifier l’article 9 de la constitution afin d’autoriser les actions de défense collective, en cas d’attaque certes, c’est à dire en maintenant le cadre pacifiste. Pour montrer que le Japon prend en main sa défense il met en place le 1^{er} juillet 1956, le conseil de défense nationale

³⁸ La Yoshida gakkô a donné les premiers ministres suivants : Hayato Ikeda (1960-64), Eisaku Satô (1964-1972), Masayoshi Ohira (1978-1980) et Yasuhiro Nakasone (1982-87) et indirectement, issus des clans Ikeda et Satô : Takeo Fukuda (1974-76) et Zenkô Suzuki (1980-82).

³⁹ Par ailleurs le parti communiste dont nombre de dirigeants et de membres encore poursuivis sont dans la clandestinité a obtenu 2 sièges et le parti ouvrier paysan 4 sièges. Le taux de participation a été de plus de 76% et près de 10% des électeurs ont participé à une réunion électorale. Le taux de participation aux nombreuses élections depuis 1946 est entre 68 et 76% (d’après Pierre Neuvy, 1955, « les élections du 27 février 1955 au Japon » *Revue française de science politique*, n°2, p.358-369.)

⁴⁰ Le parti s’était divisé sur la position à prendre concernant le traité de paix et le pacte de sécurité.

⁴¹ Il siègera comme non inscrit puis rejoindra le parti après le retrait de Hatoyama en 1957.

⁴² On a parlé souvent du système de 1955, qui a perduré sans changement jusque 1993, quand pour la première fois depuis 1955 le PLD ne remporte pas les élections et qu’une coalition autour du parti socialiste amène comme premier ministre en août 1993 Morihiro Hosokawa (細川 護熙, *petit-fils de Konoe*). Il doit démissionner en avril 1994 pour une affaire de corruption, il est remplacé par le leader d’un petit parti, Tsutomu Hata (羽田 孜) mais le parti socialiste ayant quitté la coalition, il démissionne à son tour et c’est le président du parti socialiste Tomiichi Murayama (村山 富市) qui sera premier ministre de juin 1994 à janvier 1996. Cet intermède dans la pouvoir du PLD n’aura duré que deux ans et demi mais il a amené une modification du système électoral et de financement des partis dont les versions antérieures avaient bien bénéficié au PLD. C’est aussi la première fois (sans que cela engage un vrai retournement) que le Japon présente officiellement des excuses pour ses actes d’agression pendant la guerre, et que le porte-parole du gouvernement mentionne les femmes de réconfort (principalement Coréennes) qui eurent à se prostituer pour l’armée impériale. Les seules suites furent les déclarations du cinquantenaire de la défaite par Tomiichi Murayama (村山 富市) en 1995 (le 15 août il a présenté ses excuses pour les atrocités commises par le Japon pendant la guerre) et lettre de regret adressée en 1996 aux femmes de réconfort (envoyé à l’association « Asian’s Women Fund – créée avec des fonds gouvernementaux elle sera présidée par Murayama et dissoute en 2007-qui en transmet un exemplaire à chaque femme se déclarant comme telle) par le premier ministre Riyûtarô Hashimoto (橋本 龍太郎), puis à nouveau quand ils ont été premiers ministres par Keizô Obuchi (小渕 恵三), Yoshirô Mori (森 喜朗) et Jun’ichirô Koizumi (小泉 純一郎). Le PLD a retrouvé en 1996 sa position et l’a maintenue en raison d’un contexte politique très particulier formé lors de cet après-défaite et qui va terminer de se structurer en 1960. Un système de factions et de réseaux internes et externes, de rotation de postes, de comités et d’interrelations avec la bureaucratie et les circonscriptions locales appuyés sur de véritables dynasties, le tout alimenté par de plus en plus grandes quantités d’argent. Les conditions ont commencé à changer au début du 21^{ème} siècle pour de multiples raisons (voir ma note d’août 2013).

Dans ce système 55, il y a aussi, comme un équilibre offert par l’existence de gouvernements locaux « progressistes » avec divers dosages de socialistes, communistes, bouddhistes ; au plus fort de leur place ils auront six grandes villes (Tokyo, Yokohama, Osaka, Kyoto, Kobe, Nagoya) et neuf préfectures.

(*kokubôkaigi* 国防会議). Il pousse (comme son prédécesseur) à en finir avec les purges américaines des anciens militaristes et obtient en mars 1956 la liberté conditionnelle du dernier prisonnier condamné à vie par le tribunal de Tokyo⁴³. Dans la population, une partie de la société civile, soutenue par les partis de gauche, est hostile à la présence des forces américaines en raison de ses inconvénients matériels et des incidents de comportements des militaires en ville (viols par exemple). De nombreuses manifestations ont lieu contre cette présence.⁴⁴

La position américaine oscille entre l'option Japon fort et moins de présence américaine et l'option Japon faible et forte présence américaine⁴⁵. Pour prendre la première option, les Américains doivent être sûrs du Japon : ils ne le seraient pas d'un Japon de gauche pacifiste, mais ils ne le sont pas vraiment d'un Hatoyama, indépendant et suffisamment pro-russe pour négocier patiemment pendant deux ans un accord de fin de la guerre qu'il va signer en URSS en octobre 1956. Un des points dont ils sont très soucieux c'est la position du Japon face à l'URSS : le schéma de risque d'attaque sur le Japon va rester le même jusqu'aux années 90, la fin de la guerre froide. Les soviétiques débarquent dans l'île du Nord, Hokkaïdo, ils coupent les voies maritimes isolant le Japon. Il faut donc au Japonais la capacité de lutter contre des tentatives de débarquement, de sécurisation de ses voies maritimes et de capacité de résistance au sol, à Hokkaïdo. Restait la menace nucléaire, l'URSS ayant testé une bombe A en 1949 et une bombe H en 1955. Le Japon s'en remet au parapluie de protection nucléaire américain, mais les Etats-Unis, ouvertement et par leurs services secrets, poussent le Japon à s'investir dans le nucléaire sous sa forme civile. La loi de base pour l'énergie atomique (*genshiryokukihonhô* 原子力基本法) fut votée en décembre 1955 limitant l'usage de l'énergie atomique à des fins pacifiques. Un rôle important sera joué par Matsutarô Shôriki, (正力 松太郎) qui après avoir été « libéré » sans jugement par les Américains⁴⁶, contribuera à la fusion des partis conservateurs et sera élu député ; Hatoyama en fera en janvier 1956 un ministre de la science et de la technologie et le premier directeur de la commission japonaise pour l'énergie atomique (*原子力委員会 Genshiryokuiinkai*)⁴⁷. Il annonça que le Japon aurait un réacteur nucléaire dans les cinq ans (le premier réacteur entrera en fait en service en 1966, importé du Royaume-Uni).

⁴³ Celui-ci obtiendra, comme tous ceux qui ne l'ont pas encore eu, une clémence pleine et entière l'année suivante. En 1958, la totalité des suspects et condamnés pour crime de guerre auront été libérés.

⁴⁴ Par exemple contre l'extension d'une base aérienne à Tachikawa, avec les fermiers de Sunagawa (proche de Tokyo) en 1956-57 ; les opposants auront finalement gain de cause, mais les premiers rassemblement de plusieurs dizaine de milliers de personnes mi octobre 1956 furent chargés par la police qui fit plus de 700 blessés (voir <http://nvdatabase.swarthmore.edu/content/sunagawa-farmers-prevent-expansion-tachikawa-air-force-base-1956-57>). Ce « combat » sera l'occasion d'une phase judiciaire amenant la cour suprême à ne pas évaluer la constitutionnalité de l'article 9, voir note 43.

⁴⁵ Voir Jean Esmein (2007).

⁴⁶ Et recruté par la CIA pour faire avancer les plans américains. Il avait été chef de la police secrète de Tokyo dans les années 20, luttant contre les activistes et étudiants de gauche, jusqu'à ce qu'il n'ait su prévenir une tentative d'attentat, ce qui lui coûta son poste. Il prit alors le contrôle du Yomiuri Shinbun et prit goût à influencer les opinions sur le mode « people » durant l'époque taishô. Il fit venir et adopter le baseball à partir de 1931 au Japon ; ensuite son journal soutint de ses chroniques les avancées du Japon en Asie, et après 1940 a été directeur de la quasi fasciste et déjà cité Taisei Yokusankai (大政翼賛會). Il sera emprisonné puis relâché mais recruté par la CIA pour contribuer à noyauter les idées politiques à contrecarrer les mouvements de gauche, ce qu'il avait toujours fait. En 1952, il ajouta au Yomiuri, le premier réseau privé de télévision, Nippon Television. Il eut en outre à soutenir la réunion des forces conservatrices et le développement du nucléaire civil. Il orchestra en mai 1955 une véritable campagne de propagande nationale, en première page du Yomiuri et aussi à coup d'écrans géants au coin des rues et à travers le pays. Il était convaincu que le progrès scientifique passait par là et que c'était ce qui avait fait défaut au Japon face aux américains. Le 20 avril 1952 le Yomiuri publiait un article indiquant « le gouvernement commissionne un plan concret pour l'établissement d'un ministère de la science et de la technologie en préparation du réarmement et de la fabrication d'armes » (<http://www5.wsws.org:8080/preview/en/articles/2011/06/fuku-j24.html>); son travail dans le gouvernement japonais en faveur du nucléaire fut poursuivi par Nakasone qui lui rend hommage dans ses mémoires (Yasuhiro Nakasone: *50 Years of Postwar Politics*, Bungei Shunju, 1996, p. 170) Il ambitionnait aussi à titre personnel de devenir premier ministre. Le Japonais moyen le connaît comme le père du base-ball (voir l'article sur ce personnage, le 22 décembre 2012 dans *The Economist* : "Japan's Citizen Kane - A media mogul whose extraordinary life still shapes his country, for good and ill")

⁴⁷ Cette commission a été créée en application de la loi de 1955, qui établissait également une commission de sécurité nucléaire (*genshiryokuanzenininkai* 原子力安全委員会) et un institut japonais de recherche en énergie atomique (*nihongenshiryokukenkyûsho* 日本原子力研究所) devenu en 2005 (日本原子力研究開発機構 *Nihon genshiryoku kenkyû kaihatsu kikô*) l'agence japonaise pour l'énergie atomique après regroupement avec l'Institut japonais de développement du cycle nucléaire (*kakunenryôsaikurukaihatsukikô* 核燃料サイクル開発機構 – en abrégé saikurukikô) qui avait été créé en 1998.

Après huit ans de lutte pour le pouvoir et deux ans d'exercice, Hatoyama, ayant atteint l'objectif de rétablir des relations avec l'URSS⁴⁸ – et l'accord pour une admission du Japon à l'ONU qui se fera à la session de décembre- démissionne de la présidence du PLD. Il cède la place de premier ministre en décembre 1956 à son successeur au PLD, Tanzan Ishibashi (石橋 湛山). Celui-ci souhaitait normaliser les relations avec la Chine et si les Américains avaient peu apprécié Hatoyama, ils étaient ennuyés que ce soit Ishibashi qui lui succède pour cette raison et aussi car ils craignaient qu'il renouvelle la demande de retrait des bases américaines et la renégociation du traité de sécurité et de défense mutuelle. Aussi furent-ils contents, que tombant malade, Ishibashi ait dû démissionner, en février 1957, cédant à son tour la place, cette fois à celui qu'il n'avait distancé que de justesse, Nobosuke Kishi (岸 信介) et qui était le candidat des Américains.

Emprisonné pendant trois ans comme suspecté de crimes de guerre, cet ancien ministre du Japon ultranationaliste guerrier⁴⁹, avait été cependant un ami intime d'un ambassadeur Américain⁵⁰ ce qui l'aida après la défaite. Libéré et absous⁵¹ Kishi fortement appuyé par les Américains a contribué à la réunion des conservateurs. Aussi, l'ambassadeur Allison auquel il soutint que pour lui, dans les 25 ans à venir c'est de l'intérêt du Japon de coopérer étroitement avec les Etats-Unis, avait-il fait pression par ailleurs pour que les conservateurs se choisissent Kishi comme premier ministre⁵². Il avait été persuadé par Kishi qu'il était le seul capable d'éviter que le Japon glisse vers le neutralisme à l'extérieur et le socialisme à l'intérieur. Enfin aux postes de commande, celui-ci est immédiatement invité aux Etats-Unis où il est reçu comme un grand chef d'Etat ami. Durant son séjour en juin 1957 il peut s'adresser aux deux chambres du congrès, il est invité à faire le premier lancer d'un match (de base-ball) des célèbres Yankees de New York et à jouer une partie de golf avec le général Eisenhower président des Etats-Unis. Sa « récompense » est aussi la promesse de la renégociation du traité de sécurité et défense mutuelle imposé au Japon et fort impopulaire.

Kishi entend certes revenir sur ce traité, mais aussi sur l'excès de démocratie et la disparition des valeurs⁵³ : limiter les libertés syndicales – il refuse de ratifier la convention de l'OIT les concernant – et les libertés tout court : par un projet de loi de 1958, il cherche à rendre à la police les pouvoirs arbitraires qu'elle détenait à l'époque du Japon militariste, mais la société civile se déchaîne très largement avec grandes manifestations et une grève générale⁵⁴. Les mouvements sociaux restent forts en cette fin des années cinquante et culmineront avec la grève des mineurs de Miike en 1960. Sa grande affaire sera néanmoins la renégociation d'un nouveau traité entre le Japon et les Etats-

⁴⁸ Les Américains sabordèrent la possibilité d'un accord sur les Kouriles en menaçant de ne jamais rendre Okinawa.

⁴⁹ Ministre du Général Hideki Tôjô (東條 英機)(premier ministre de 1941 à 1944), il a co-signé en 1941 la déclaration de guerre contre les Etats-Unis, il a été ministre du commerce organisant le travail forcé de centaines de milliers de Coréens et de Chinois, puis ministre des munitions il en organisa la fabrication et la diffusion.

⁵⁰ Joseph Grew fut emprisonné après Pearl Harbour, en attente d'un échange de diplomates, mais Kishi vint le faire sortir pour faire avec lui une partie de golf. Ceci lui servit après la défaite.

⁵¹ Libéré en décembre la veille des exécutions des condamnés à mort, il fut gracié en 1952. En 1960, il fit élever une stèle à la mémoire du Général Tôjô et des autres assez exécutés « aux 7 patriotes qui donnèrent leur vie pour leur pays » ; s'y trouve une partie de leurs cendres qui au lieu d'être dispersées selon les ordres du SCAP furent pour cette partie, apportées au Mont Sangane dans la préfecture de Aichi.

⁵² Voir les travaux de l'historien américain Michael Schaller "America 's Favorite War Criminal: Kishi Nobusuke and the Transformation of U.S. -Japan Relations," in *This Is Yomiuri* , en japonais publié en Août 1995, par Yomiuri Shimbun , Tokyo , dont une traduction en anglais se trouve dans le JPRI Working Paper No. 11: July 1995 encore (2014/08/05) téléchargeable (<http://www.jpri.org/publications/workingpapers/wp11.htm>).

⁵³ Politique réactionnaire du retour en arrière « Retour en Arrière » (Gyaku Kôsu 逆コース), voir par exemple Christian Kessler, 2013, « Kishi et le grand 'retour en arrière' », *France Japon Echo*, mai.

⁵⁴ La mobilisation est très large : toute la presse, tous les syndicats, le parti socialiste, les bouddhistes et les chrétiens (pas les shintoïstes, bien sûr) et les étudiants, ces derniers très engagés et fédérés dans le zengakuren (créée en 1948 -全学連-diminutif de Fédération japonaise des associations d'autogestion étudiantes, *zen-nihon gakusei jichikai sô rengô*-(全日本学生自治会総連合), sont le fer de lance dans les manifestations assez violentes face à la police et une extrême droite mafieuse (uyoku dantai, 右翼団体, littéralement groupe de droite) mobilisée par les anciens co-détenus de Kishi, à sa demande, notamment par Kodama, qui a organisé dans le Zen ai Kaigi 140 groupes ultranationalistes (全愛会議、diminutif de conseil des associations patriotiques de tout le Japon, zenniponaikokushadantaikaigi 全日本愛国者団体会議, regroupement encouragé par Ryoichi Sasakawa (笹川 良一, fasciste enrichi par des opérations pour le moins peu honnêtes et devenu par ailleurs philanthrope, ayant organisé une fondation aujourd'hui Nippon Foundation et Fondation Sasakawa en France) . Le 5 novembre 1958 lors de la grève générale les parlementaires socialistes se barricadent dans la Chambre pour empêcher le vote.

Unis. Les Américains étaient eux-mêmes persuadés que la révision en était nécessaire pour s'assurer de garder leurs bases au Japon et même qu'il fallait exercer une bonne influence sur les orientations politiques japonaises en y soutenant – y compris par des fonds- les hommes politiques japonais.

Kishi obtient donc facilement des Américains de renégocier le traité dès le début de l'année 1959 et arrive à un accord avec eux en novembre sur un texte qui offre plus d'équilibre et une certaine réciprocité, même dans son intitulé⁵⁵ : d'une part, il n'est plus envisagé que les Etats-Unis interviennent pour des troubles au Japon, d'autre part, les bases et les troupes américaines au Japon ne peuvent être utilisées qu'après consultation du gouvernement japonais, et enfin il est envisagé d'approfondir la coopération politique et économique. Mais il y a en même temps un accord secret qui sera respecté par les gouvernements successifs mais dévoilé au grand public Japon seulement en 2010 : les américains sont autorisés à faire transiter des armes nucléaires au Japon sur ses navires.

Evidemment, Kishi qui y était très favorable, ne pouvait en aucun cas faire accepter une telle disposition même par une bonne partie de la droite. Ne parlons pas de la gauche qui ne voulait pas la renégociation mais l'abrogation, craignant de voir le Japon entraîné dans une guerre au moment où en envoyant en 1957 un sputnik autour de la terre les soviétiques montraient leur puissance ; la société civile s'agite fortement pour un Japon neutre, évitant la guerre ; l'opposition se poursuit après l'accord obtenu par Kishi, nourri au moins autant du mécontentement à l'égard de l'ensemble de la politique réactionnaire de Kishi que par opposition au nouveau texte. Les syndicats étudiants regroupés font des manifestations violentes, comme en novembre 1959 à l'occasion d'une grève importante autour du parlement, ou encore en janvier 1960 quand ils tentent d'empêcher le départ de Kishi pour les Etats-Unis où il va signer l'accord.

Kishi est à nouveau reçu avec tous les honneurs, il fait la couverture de Time magazine du 25 janvier et Newsweek célèbre la venue de quelqu'un qui lui paraît être le symbole de l'étonnante résurrection de son pays, il se réjouit d'une alliance avec la puissance économique de l'Asie dont on voit partout les radios-transistors de Sony. Eisenhower l'accueille chaleureusement et les Américains font comme si Kishi avait le peuple japonais derrière lui. La ratification est programmée et dans la foulée est prévue la visite officielle d'Eisenhower pour le 19 juin.

Kishi soumit le traité à ratification par le parlement en février 1960 mais les manifestations se succédèrent : 223 entre avril et juin 1960⁵⁶ plus de 15 millions de Japonais vont dans la rue. Pour obtenir la ratification des députés le 19 mai, il faut que la police traîne dehors les députés socialistes. Le 15 juin pendant la ratification au Sénat, une grève générale paralyse le pays et les manifestants s'affrontent devant le parlement avec la police et les groupes d'extrême-droite. Une étudiante de l'université de Tokyo est tuée⁵⁷. Les sept plus grands quotidiens publient le même éditorial par lequel ils expriment leur crainte pour l'avenir du Japon où la démocratie risque de disparaître dans la violence⁵⁸. Kishi demande alors à Eisenhower d'annuler sa venue et démissionne aussitôt la ratification par le Sénat.

La montée en puissance économique 1960- 1985

C'est un disciple de Yoshida, Hayato Ikeda (池田 勇人), qui était précédemment ministre de l'industrie et du commerce international (MITI), qui succède à Kishi. Le gouvernement va chercher à calmer les revendications sociales. Les syndicats qui restaient très forts vont devoir

⁵⁵ L'accord devient « traité nippo-américain de sécurité ainsi que de coopération mutuelle » (Nippon-koku to Amerika-gasshūkoku to no Aida no Sōgo Kyōryoku oyobi Anzen Hoshō Jōyaku, 日本国とアメリカ合衆国との間の相互協力及び安全保障条約).

⁵⁶ George Packard (1966) *Protest in Tokyo : The Security Treaty Crisis of 1960*, Princeton University Press, New Jersey.

⁵⁷ Michiko Kanba (<http://www.willamette.edu/~rloftus/ampo.html>).

⁵⁸ Voir aussi Zackary Kaplan « Anti-Americanism in Zengakuren 1957-1960 » *Asian Studies*, Series IV, Vol 2, n°1, March, p. 50-70

cependant céder la place à des syndicats d'entreprises plus coopératifs après la grande grève des mines de charbon (三井三池炭鉱 *Mitsui Miike Tankō*) que le groupe Mitsui veut fermer. Ikeda va imposer une trêve aux syndicats affaiblis après 280 jours de grève (1959-60) en leur donnant quelques compensations de reclassement mais la mine est fermée⁵⁹.

En même temps il va aller au-delà des mesures sociales du salaire minimum (décidé en 1959), avec le système universel de pension de retraite et de couverture santé universelle (1961), la loi de soutien aux personnes âgées et l'incitation au patronat⁶⁰ d'accepter le *shuntō* (春闘), offensive de printemps lancée par le syndicat *sōhyō* (*Nihon Rōdō Kumiai Sō Hyōgikai*) *Nihon Rodo Kumiai Hyogikai* (日本労働組合総評議会) en 1955 pour que les salariés demandent tous ensemble des augmentations de salaires. Il obtient aussi du Keidanren outre le soutien de la politique de croissance et du MITI, le soutien financier du PLD pour couvrir les coûts du maintien du système capitaliste. On lui doit aussi outre une loi de soutien à l'emploi des handicapés, et un système de bureaux publics (600 à travers le pays) pour la sécurité de l'emploi avec une assistance financière, des conseils de formation et des services de placement ; et en 1963 une loi de bien être pour financer de multiples services pour les personnes âgées. Cela lance un esprit de coopération entre les salariés et les entreprises où ces dernières plus que l'Etat vont se soucier de l'amélioration du niveau de vie de leurs salariés. Un exemple en est la signature par Toyota avec le syndicat maison, en février 1962 d'une « déclaration conjointe du travail et de l'encadrement ». Avec une relation mutuelle de confiance entre le travail et l'encadrement (fondé sur la résolution des problèmes par un dialogue travail-management) pour le progrès de Toyota, l'amélioration de la productivité et des conditions de travail⁶¹. C'est dans cette ambiance qu'il lance un plan de doublement du PNB en 10ans, prévoyant un taux de croissance de 7,2% ; en fait dans la deuxième partie des années 60 ce taux atteint en moyenne 11,6 % et le doublement du PNB japonais ne prit que 7 ans.

Ikeda malade, cède la place à Eisaku Satō (佐藤 栄作) qui sera premier ministre de 1964 à 1972. A la différence de son prédécesseur de frère, Kishi⁶², il se montre pacifiste et anti-nucléaire ce qui lui vaudra le prix Nobel de la paix en 1974. On lui doit deux importantes déclarations en 1967 qui dictent jusqu'à aujourd'hui la position japonaise ; une première sur les trois principes limitant les exportations d'armes : pas d'exportation vers les pays du bloc communiste, pas d'exportation vers les pays mis sous embargo dans ce domaine par les Nations-Unies, pas d'exportation vers les pays impliqués ou susceptibles d'être impliqués dans un conflit. L'autre concerne les **trois principes nucléaires**: ne pas produire, ne pas posséder, ne pas autoriser l'introduction d'armes nucléaires sur le territoire japonais (adoptée par le parlement en 1971). Et s'y ajoutait selon Satō trois autres piliers : promouvoir l'énergie nucléaire pacifique (1^{er} réacteur mis en service en 1966), se mettre à l'abri d'une attaque nucléaire grâce à la dissuasion nucléaire américaine et enfin être pour le désarmement nucléaire global. Ce dernier point a été imposé par les **Américains qui continuent alors de jouer la carte d'un Japon faible officiellement dénucléarisé**.

Satō voulait obtenir leur départ de l'archipel d'Okinawa⁶³- ce sera fait en 1972, le Japon reprend aussi les îles Senkaku-, mais il a dû pour cela d'une part **signer (1970) le traité de non prolifération des armes nucléaires** (le Japon ne le ratifiera qu'en 1976, tardant à fermer l'option détention

⁵⁹ Benjamin Martin (1961) "Japanese Mining Labor: The Miike Strike", *Far Eastern Survey*, Vol. 30, No. 2 (Feb), pp. 26-30

⁶⁰ Le Nippon Keidanren résulte de la fusion en mai 2002 de l'ancien Keidanren (経済団体連合会, *Keizai dantai rengōkai*, Fédération des organisations économiques) et du Nikkeiren (日本経営者団体連盟, *Nippon keieisha dantai renmei*, Union des organisations patronales). Présidé par Hiroshi Okuda (PDG de Toyota) jusqu'en mai 2006, puis par Fujiro Mitarai (Canon) jusqu'en janvier 2010, ensuite par Hiromasa Yonekura (Sumitomo Chemical), il est dirigé par Sadayuki Sakakibara (Toray) à partir de juillet 2014. Le Keidanren est fondé en 1946. C'est avec le président Taizō Ishizaka (1956-1975), que le Keidanren a pris une influence considérable par les dons au PLD, canalisant les fonds versés par les entreprises.

⁶¹ La déclaration fut fêtée et réaffirmée en 1982 et en 2012 (50ème anniversaire).

[http://www.toyota-](http://www.toyota-global.com/company/history_of_toyota/75years/text/entering_the_automotive_business/chapter1/section1/item8.html)

[global.com/company/history_of_toyota/75years/text/entering_the_automotive_business/chapter1/section1/item8.html](http://www.toyota-global.com/company/history_of_toyota/75years/text/entering_the_automotive_business/chapter1/section1/item8.html)

⁶² genre adopté Kishi avait pris le nom du père de sa femme.

⁶³ 琉球列島米国民政府 *ryūkyū beikoku minseifu*, nom donné à l'administration américaine de l'archipel des ryūkyū (okinawa). En 1965, Satō sera le premier premier ministre japonais à visiter Okinawa depuis la défaite.

d'armes nucléaires). D'autre part accepter que les Etats-Unis y laissent des bases importantes, mais officiellement dénucléarisées. On saura plus tard que, dans la suite des accords secrets de 1960, des armes nucléaires américaines vont continuer à transiter librement au Japon après 1972 et être installées à Okinawa. Elles y sont moins loin de l'URSS que celles que celle-ci avait mises à Cuba en 1962, mais bien proches de la Chine qui a fait son premier essai nucléaire en 1964. **Le Japon n'est pas un pays dénucléarisé mais une base stratégique nucléaire des Etats-Unis dans le contexte de la guerre froide.** Il a reconnu à regret la Chine dans la foulée des Etats-Unis en 1972, mais sur le plan économique n'avait pas attendu cela ; **par ailleurs sa diplomatie économique s'est répandue en Asie,** avec la création de la Banque Asiatique de Développement (1966) et une politique d'aide au développement généreuse surtout dans l'Asie de l'Est.

Les années qui séparent le départ de Satô en 1972 de l'arrivée de Yasuhiro Nakasone (中曾根 康弘) en 1982 sont d'abord des années de montée en puissance économique. Années « Tanaka » shogun de l'ombre (關将軍 *Yami-shôgun*), nom du premier ministre de 1972 à 1974 (Kakuei Tanaka 田中 角栄), années marquées par quelques scandales de corruption avec des firmes américaines (Lockheed en 1976) et le système d'achats de votes par des grands travaux publics⁶⁴. Malgré la dévaluation du dollar en 1971, et la réévaluation récurrente du Yen par rapport au dollar et aux autres monnaies le Japon qui est la deuxième puissance économique depuis 1968 va progressivement exercer le rôle de fer de lance de l'industrie mondiale et accumuler les excédents commerciaux. Géant économique, il est accusé peu à peu par les Etats-Unis d'être une sorte de passager clandestin de la sécurité qu'ils lui offrent. Surtout dans le contexte troublé : invasion du Cambodge par le Vietnam, révolution islamique en Iran, invasion soviétique de l'Afghanistan tout cela en 1979, puis guerre Iran-Irak...). Après Tanaka, quatre premiers ministres se succédèrent, le premier (de 1974 à 1976) Takeo Miki (三木 武夫) face à la pression américaine de renforcement du potentiel japonais déclara que **les dépenses d'armement au Japon seraient limitées à 1% du budget,** ce qui fut respecté jusque 1986. Le Japon a quand même dû signer un accord codifiant la manière d'organiser la défense mutuelle en 1978 et le dernier de ces quatre premier ministre post Tanaka, en poste de 1980 à 1982, Zenkô Suzuki (鈴木 善幸), a du accepter que le Japon défende ses routes maritimes jusqu'à mille milles de ses côtes et que **des forces japonaises participent en 1981 à des manœuvres conjointes avec les forces américaines dans le pacifique** (RIMPAC, Rim of the Pacific Exercise, qui sont organisés tous les deux ans depuis 1971 par les Américains avec des marines étrangères). **Tout est prêt pour que le Japon soit tenu comme un allié fort par les Etats-Unis.**

La nécessité de soutenir pacifiquement les Etats Unis et le monde libre (1986-2006)

Quand Nakasone devient premier ministre, il a donc des bases pour faire du Japon un pays puissant politiquement⁶⁵, appuyé sur une armée forte avec l'assentiment des Etats-Unis. Il veut faire sauter la règle du plafond de dépense à 1% et se lancer à la suite des Etats-Unis dans les avancées technologiques de l'initiative Reagan de défense stratégique. Le Japon fera ses premières exportations de technologie militaire vers les Etats-Unis. Nakasone finit par obtenir en 1985, du parlement, un plan de dépenses militaires importantes pour 1986-1990 et érige le conseil de défense nationale en conseil de sécurité (1986). Les Américains demandaient au Japon des dépenses à hauteur de 3% du PNB ou de leur verser la différence... **Les dépenses militaires japonaises montent jusqu'à 2% du PNB en 1996,** puis déclineront peu à peu jusqu'à revenir aux alentours de 1%. Il faut bien voir qu'avec la taille du PNB japonais, cela représente le 4^{ème} ou 5^{ème} budget mondial.

⁶⁴ C'est ce système qui a fait de la poste japonaise l'une des plus grandes banque d'épargne et d'assurance-vie, est vu par ses partisans comme le pilier du *dôken kokka*, (?) ou « État construction », version japonaise de l'état providence (par le biais de la stabilité et de la sécurité que peut représenter un service public pour les épargnants, le fonds d'épargne ainsi collecté permet de financer la construction d'infrastructures tels qu'autoroutes, aéroports, ponts, entre autres). Mais pour ses détracteurs, pour la plupart défenseurs du libéralisme économique, dont Koizumi, il est le symbole de la bureaucratie japonaise tout en étant une source de corruption et d'augmentation de la dette publique

⁶⁵ Nakasone veut faire du Japon un pays normal *zairai-gata kokka*, 在来形国家.

Voir aussi sur le budget Patrick Bright (2009) "The Samurai's Rebirth – Japan's Increasing "Offensive" Security Capabilities" 18th Annual Midwest Political Science Undergraduate Research Conference, Dr. Patrick Donnay, Advisor, March 20-21.

Nakasone sera le premier ministre à visiter en tant que tel le sanctuaire de Yasukuni. Là sont honorés les âmes de tous ceux qui sont morts au service de l'empire du Japon et il a été révélé en 1979 que ont été accueillies les cendres de 1068 condamnés pour crimes de guerre dont ceux qui ont été exécutés suite aux condamnations du tribunal de Tokyo (et en particulier du général Tôjô), leurs cendres ayant échappé à l'ordre de dispersion de l'occupant américain. Nakasone renonce à faire passer une loi pour autoriser cette visite, mais marque par là un refus de condamnation du militarisme d'avant 1945 et d'expression de tout regret vis-à-vis des guerres d'agression qui furent menées par le Japon. Plusieurs premiers ministres suivront l'exemple, parfois à titre personnel, déclenchant les protestations surtout de la Chine et des deux Corées. **C'est une affirmation d'un Japon dans la continuité impériale et dans la puissance militaire d'un pays « normal ».**

Après Nakasone, la première guerre du Golfe (90-91) et la fin de l'URSS (91) et de la guerre froide, vont amener des évolutions alors même que le parti au pouvoir va devoir céder la place à une coalition autour du parti socialiste en 1994. C'est dans cette période particulière que va sauter le tabou de **l'envoi de forces d'autodéfense à l'étranger.** Le Japon commence par contribuer à l'effort commun en déboursant 10 milliards de dollars pour la guerre du golfe⁶⁶, mais les Américains veulent les voir sur le terrain. Les Japonais acceptent de participer à l'étranger à des opérations de maintien de la paix de l'ONU à partir de 1992. Puis à l'occasion de leur retour au pouvoir en 1993, le parti socialiste et une partie de l'opposition abandonnent leur opposition totale au traité d'alliance avec les Etats-Unis et acceptent le principe de participation à l'étranger à des opérations de maintien de la paix, qu'ils continuent d'organiser au Cambodge. Toutefois ils présentent leurs regrets pour les agressions passées et des excuses aux femmes de réconfort (Coréennes, Chinoises etc.) que l'armée impériale avait livrées au bon vouloir de ses soldats. Pour ce qui est de la politique concernant les forces japonaises, il y a **désormais une sorte de consensus national pour qu'elles soient dépêchés à l'étranger sous certaines conditions, c'est-à-dire qu'elles ne participent pas à des combats.**

Avec son retour au pouvoir dès 1996, le PLD renouvelle en 1997 l'accord de 1978 pour préciser les conditions d'emploi des SDF, puis en raison de nouvelles craintes pour sa sécurité liées au premier missile coréen du Nord (en fait mettant en orbite le premier satellite de ce pays) traversant l'espace aérien japonais en 1998, le Japon va faire monter en puissance ses équipements militaires. En particulier il se lance dans les systèmes de missiles anti-missiles à partir de 1999 (AEGIS) avec les américains. Ceux-ci font plus que les encourager avec le plan Armitage- Nye de 2000 demandant au Japon de copier leur coopération avec les Etats-Unis, sur celle que suit le Royaume-Uni. Premier ministre de 2001 à 2006, Junichiro Koizumi 小泉 純一郎) est interpellé par les Américains après les attentats du 11 septembre 2001, de faire quelque chose pour soutenir les Etats-Unis. Cet adepte des visites à Yasukuni, fait voter une loi anti-terroriste dès octobre 2001 qui lui permet d'envoyer officiellement la marine japonaise en opération, exclusivement pour ravitailler en carburant des navires américains, mais de fait il s'agit d'un soutien à ces opérations en Afghanistan ; il soutient ensuite l'intervention américaine en Irak dès 2003 – alors que l'opinion publique japonaise y est hostile- et, là encore après avoir fait voter une loi spéciale pour ces activités exclusivement d'assistance, de support humanitaire de la paix et de la sécurité ; il y envoie des Japonais qui seront actifs dans ce cadre en Irak jusque 2010⁶⁷.

⁶⁶ La situation de crise économique au Japon (après la bulle 1986-1990 ayant fait suite aux accords du Plaza sur le dollar) n'a pas modifié les tendances.

⁶⁷ Le 9 novembre 2001, des bateaux des forces marines d'auto-défense sont partis sous l'autorisation de la loi anti-terroriste. En octobre 2001 un mois après le 11 septembre, les forces de l'OTAN et des Etats-Unis ont commencé l'invasion en Afghanistan. Pour les soutenir le cabinet de Koizumi a pris la loi spéciale pour le terrorisme le 29 octobre et le mois suivant a envoyé les bateaux japonais dans l'océan indien. 73 bateaux seront envoyés jusqu'en janvier 2010, fournissant 3 millions de barrils de fuel pour des bateaux de 12 pays (mais à 75% américains). A la différence de l'aide humanitaire, il s'agissait bien d'un soutien à des opérations militaires qui ont fait de nombreuses victimes parmi des civils innocents.

Le 9 janvier 2004, participation à la guerre en Irak sous la loi de la guerre en Irak.

L'envoi d'environ 9 600 hommes de forces d'auto-défense au sol a été qualifié de "soutien à la restauration humanitaire" avec un nom officiel dans la loi passé en juillet 2003 " Loi spéciale concernant le soutien d'activités de restauration humanitaire en Irak et la mise en

De l'autodéfense dynamique au pacifisme pro-actif, le Japon dans le sillage américain (2007-...)

Son successeur Abe (petit-fils de Kishi) entend poursuivre dans la tendance à une normalisation militaire du Japon et envisage une révision de l'article 9 et une réorganisation des forces japonaises, commençant par ériger en juin 2006, l'agence de défense (*bôeichô* 防衛庁) en ministère de la défense (*bôeishô* 防衛省) au sein du gouvernement. Il ne s'agit pas pour autant de devenir menaçant pour quiconque. **Le gouvernement japonais vise à faire du Japon une véritable puissance militaire prenant sa part du maintien international de la paix et de la sécurité dans le monde.**

Le PLD rencontre des difficultés et son image dans l'opinion se dégrade, plusieurs premiers ministres se succèdent à la suite de Abe et finalement le PLD doit céder le pouvoir en 2009 au PDJ, le parti démocrate du Japon (*Minshûtô*, 民主党). Dans un premier temps, celui-ci met fin au ravitaillement des navires américains en opération pour l'Afghanistan⁶⁸ et tente de réduire si ce n'est d'éliminer l'évacuation des bases américaines à Okinawa tout en rendant public les accords secrets qui avaient été signés avec les Américains, en particulier concernant les armes nucléaires. Yukio Hatoyama Yukio (鳩山 由紀夫) gère cela assez mal et c'est une des raisons qui l'obligent à céder la place en 2010 à Naoto Kan (菅 直人). Celui-ci est confronté en septembre avec l'incident, près des îles Sengaku dites Diaoyu pour les Chinois qui conteste qu'elles soient japonaises. Un chalutier Chinois y a percuté un navire garde-côtes japonais qui l'arraisonnera et en arrêtera le capitaine. **La perception de la Chine comme un agresseur éventuel dans ces îles du Sud** devient une réalité forte au Japon, même pour le PDJ qui voulait par ailleurs conduire une politique plus distante des Etats-Unis et former une communauté Est-Asiatique, en organisant des rencontres à trois avec la Chine et la Corée du Sud.

Kan met en place en 2010 de nouvelles directives à partir d'un conseil sur les capacités de défense et de sécurité de la **nouvelle ère** et elles promeuvent le concept de « **Forces d'auto-défense dynamiques** ». Pour la première fois dans ce type de directive, le Japon s'inquiète de la **montée en puissance de la Chine** : ses dépenses militaires sont passées devant celles du Japon (et prennent la 4^{ème} place mondiale, certes bien loin des Américains) tandis que son PNB dépasse celui du Japon en 2010 lui ravissant la place de 2^{ème} économie mondiale. Le drame du 11 mars 2011 sera à titre collatéral, l'occasion d'une coopération des forces américaines avec les forces japonaises dans une opération dénommée « *tomodachi* » (qui signifie *ami* en japonais), au cours de laquelle des forces américaines seront déployées sous commandement japonais. Mais l'interopérabilité des forces des deux pays est testée en bien d'autres exercices. Le DPJ va à nouveau changer de premier ministre pour partie en raison de sa gestion du drame du 11 mars et pour partie parce que la perte de soutien dans la société civile tient aussi à ce que les espoirs de voir naître un Etat providence se souciant des personnes promis en 2009 se sont évanouis. Le DPJ est balayé aux élections de 2012 et le PLD revient au pouvoir avec Abe en décembre 2012. Celui-ci gagnant dans la foulée les sénatoriales de juillet 2013 peut faire à peu près ce qu'il veut.

Une grande question politique pour laquelle Abe va s'engager fortement et où il fait face à une réaction significative de la société civile concerne l'affirmation du Japon sur la scène géopolitique internationale et d'abord asiatique. Il s'agit de s'affranchir de ce qu'il considère comme une entrave à l'épanouissement d'un « beau Japon⁶⁹ » retrouvant la fierté nationale et jouant pleinement son rôle dans le maintien de la sécurité mondiale : pouvoir disposer d'une puissante

œuvre d'activités de soutien de la paix et de la sécurité ». Ces activités de soutien de la paix et de la sécurité était un soutien à l'agression militaire américaine.

⁶⁸ Mais continue des opérations de maintien de la paix et de la sécurité avec l'ONU et même installe une base en 2001 pour plusieurs centaines d'hommes à Djibouti pour combattre la piraterie en mer dans cette zone.

⁶⁹ Voir son ouvrage de 2006 repris et complété dans une édition complète en 2013. Abe Shinzô (2006) *Utsukushii kuni e 美しい国へ* – Vers un beau pays Tokyo, Bungei Shunjû. Abe Shinzô (2013) *Atarashii kuni e 新しい国へ* – vers un nouveau pays édition complète Utsukushii kuni he kanzenban 美しい国へ完全版

armée capable d'intervention à l'extérieur en faveur du maintien de la paix et de pratiquer la défense des alliés qui seraient attaqués, c'est-à-dire ne pas limiter les forces de défense japonaises et ne pas les restreindre à la seule défense du territoire japonais. Et pour cela envisager si nécessaire la modification de la constitution et en particulier son article 9 qui sont pour lui une triste conséquence de la défaite du Japon en 1945. L'affirmation du Japon sur la scène internationale ne peut plus s'accommoder de ce qu'il a réalisé à l'abri de la protection militaire conventionnelle et nucléaire des Etats-Unis. Le Japon a exercé de fait une sorte de magistère économique sur l'Asie de l'Est en développement et émergente, par des aides économiques importantes et des investissements massifs par ses multinationales. Son industrie est devenue leader mondial dans bien des segments de l'électronique à l'automobile. Dans le même temps ses excédents avaient fait de lui, de loin, le premier créancier du trésor américain. Mais cela a été en quelque sorte balayé par le réveil de la Chine.

L'évolution a été progressive, le début de l'érosion ayant coïncidé avec la fin de la guerre froide (1991) et la montée en puissance de l'économie Chinoise quand la sienne commence son déclin. Le voilà en voie d'être relativisé dans son rôle en Asie et dépassé comme deuxième puissance économique mondiale par la Chine qui devient l'atelier du monde et qui le double également comme premier créancier des Etats-Unis. La rivalité entre le Japon et la Chine ressurgit encore plus⁷⁰ quand celle-ci considère l'alliance Nippo-américaine comme un relent de guerre froide alors que depuis son ouverture économique (1978) et plus encore son entrée à l'OMC (2001), elle limitait son action politique extérieure à des pressions sur Taïwan. Elle se consacrait à sa croissance et jouait le jeu de la mondialisation économique où elle fait une montée qu'elle dit pacifique. Les choses changent en 2010 et la Chine désormais conteste ouvertement les îlots Senkaku⁷¹ qui ont été remis aux Japonais en 1972 et elle viole régulièrement depuis 2010 son espace aérien et sa zone maritime⁷² alors qu'elle avait été inactive sur cette question depuis ses premières revendications formulées en 1971. La Chine accroît désormais fortement son budget militaire (de 175% entre 2003 et 2012) qui représente maintenant 2% de son PNB et dépasse donc le budget japonais (certes loin de celui des Etats-Unis qui avec 4% de son PNB fait près de 40% des dépenses militaires mondiales). Un premier porte-avion (Ukrainien) sous pavillon Chinois entre en service en 2012 et la Chine annonce en 2014 un programme de construction de quatre porte-avions : la Chine n'entend plus s'accommoder du monopole de la VIIème flotte américaine dans le pacifique⁷³.

Face à cette situation Abe veut affirmer la détermination du Japon et il le fait très vite de manière symbolique en allant se recueillir en 2013⁷⁴ au sanctuaire de Yasukuni. Ces visites qu'ont faites un certain nombre de premiers ministres depuis Nakasone⁷⁵ en 1985, déclenchent les protestations de la Chine, de la Corée et de quelques autres pays. Cette visite de Abe a été critiquée par l'administration américaine qui apprécie par ailleurs ses efforts d'augmenter les capacités d'intervention des forces dites d'autodéfense. De fait Abe développe leur équipement en raison des tâches qu'elles auraient à accomplir en cas d'intervention dans les îles du Sud. Il autorise également (mars 2013) des exportations d'équipements japonais pour la fabrication de l'avion de

⁷⁰Elle apparaît aussi de manière plus pacifique avec le forcing réalisé par Abe pour obtenir que les jeux Olympiques se déroulent à Tokyo en 2020. Pékin avait obtenu ceux de 2008 qui avait été en quelque sorte le même signal de leur montée en puissance économique que furent ceux de 1964 à Tokyo pour l'essor du Japon.

⁷¹ Ces petites îles inhabitées étaient « terra nullius » mais sont devenues officiellement territoire Japonais lors du traité de Shimonoseki signé en 1895 par le Japon avec la Chine qui a dû en particulier céder au Japon, Taïwan et les îles environnantes. Après 1945 le Japon cède ces îles à la Chine mais elles sont mises sous tutelle américaine. Celle-ci ne sera pas exercée directement sur Taïwan qui passe en 1949 sous le contrôle du Kuomintang de Chiang Kai Chek quand la Chine devient communiste sous Mao Zedong. Mais les Senkaku sont passés sous administration américaine avec l'archipel d'Okinawa et retournées au Japon en même temps que l'archipel d'Okinawa en 1972. La Chine –qui les appelle Diaoyutai - les a alors réclamées dès 1971.

⁷² Violations repérées quotidiennement en 2013 et 2014 par les Japonais. Selon les données du ministère japonais, il y a eu 306 actions de chasseur japonais pour repousser des chasseurs chinois de l'espace aérien japonais entre avril 2012 et avril 2013 et 287 entre avril 2013 et décembre 2013. En outre la Chine a décidé unilatéralement des restrictions de survol dans son ADIZ (**Air Defense Identification Zone**) incluant des zones aériennes japonaises dont l'espace aérien des Senkaku/Diaoyou.

⁷³Elle conteste également des îlots avec d'autres voisins comme le Vietnam ;

⁷⁴ Le 26 décembre 2013

⁷⁵ Celui-ci proposa en 2004 de retirer les cendres des criminels de guerre pour les mettre dans un autre temple afin d'éviter les incidents avec les pays d'Asie.

chasse F-35 aux Etats-Unis. Il fait aussi mieux protéger les aspects secrets des accords avec les Etats-Unis dévoilés désastreusement selon lui quelques années plus tôt. Pour cela il a préparé une loi de protection des secrets d'Etat (décembre 2013) pour que le Japon ne soit plus un paradis pour les espions et pouvoir mieux museler la presse. La protestation de la société civile est importante mais sans effet réel. Cela s'inscrit dans le cadre de la mise en place, au même moment, sur le modèle américain, d'un conseil national de sécurité, qui définit la stratégie nationale de sécurité et un pacifisme, non plus passif, mais « pro-actif ».

En effet Abe veut aller bien plus loin dans l'affirmation du Japon. Dès les premiers accords militaires avec les Etats-Unis, on l'a vu, la question d'étendre l'auto-défense du Japon à l'auto-défense collective, et au-delà du territoire japonais, a été posée. Progressivement l'armement s'est sophistiqué et l'armée s'est étoffée tout en avançant masquée sous le nom démilitarisé de force d'autodéfense et elle s'est déployée à l'extérieur, modestement et sans actions directement militaires⁷⁶ depuis 1992. Mais même si la gauche a fini par accepter l'alliance avec les Etats-Unis et les actions du maintien de la paix avec l'ONU – le Japon en est le deuxième contributeur financier – l'article 9 semblait le rempart sauvegardant la paix⁷⁷ et évitant l'intervention militaire directe même pour défendre, par exemple un avion américain menacé par un missile nord-coréen. Rendre cela possible paraît indispensable à Abe pour être un allié crédible des Etats-Unis et être sûr, qu'ils défendraient bien les Senkaku si la Chine les envahissait. Obama a affirmé officiellement que l'alliance incluait ces îlots⁷⁸, mais par ailleurs son administration incite le Japon à prendre une part active dans le maintien de la paix dans le monde.

Abe pensait en 2007⁷⁹ qu'il fallait à cette fin réviser la Constitution et, après sa victoire de 2012, envisageait cette réforme en commençant par celle de l'article 96 qui fixe les modalités de révision afin de les rendre plus simples et ensuite procéder à un bon toilettage correspondant à l'idéologie conservatrice nationaliste de son parti⁸⁰. Puis cela lui est apparu difficile et il a soutenu récemment que l'on pouvait, sans remettre en cause l'article 9, l'interpréter comme permettant l'auto-défense collective. C'est ce qu'il a annoncé le 1^{er} juillet 2014 avec l'accord du parti allié le Komeitô sur lequel a été exercée une forte pression⁸¹. L'article 9 permet donc selon lui, d'en finir avec la pacifisme passif et de passer à un pacifisme pro-actif. Cela veut dire la possibilité de participer à des opérations d'auto-défense collective, la possibilité de défendre un allié du Japon, en dehors du territoire japonais. Il annonce qu'il avance démocratiquement – c'est-à-dire qu'il va suivre la procédure législative en prenant les mesures nécessaires dans les mois qui viennent. La veille de cette annonce 10 000 manifestants étaient dans la rue⁸² et les principaux journaux du pays Asahi, Mainichi et Japan Times protestaient contre ce qu'ils considéraient comme étant une atteinte aux fondements de la démocratie japonaise, seul le Yomiuri saluait ce qu'il appelait une décision historique. Ici aussi, affaire à suivre. Il y aura donc des débats au parlement sur cette question et su

Le Japon doit aujourd'hui encore héberger 89 installations américaines (voir les cartes ci-après) et 53 000 hommes d'armes américains avec un arsenal militaire considérable, qui protègent le Japon mais aussi surveillent l'Asie de l'Est et une partie du Pacifique. Il en coûte au Japon nombre de

⁷⁶ Le maintien de la paix au Cambodge puis en d'autres lieux était tout à fait non militaire, l'approvisionnement en carburant d'unités militaires américaines en opération d'intervention en Afghanistan est indirectement militaire.

⁷⁷ En 2004 quand le Japon de Koizumi après avoir pris en 2003 une loi autorisant l'envoi de près de 10 000 hommes sur le terrain en Irak pour des opérations humanitaires et de restauration de la paix, des intellectuels s'inquiètent fortement et crée une association de l'article à autour notamment du prix nobel de littérature (1994) Kenzaburô Ôe. Plus de 7 000 associations locales lui sont reliées (voir l'article de Kyodo News à l'occasion de leur 10ème anniversaire <http://www.globalpost.com/dispatch/news/kyodo-news-international/140610/pro-article-9-group-marks-10th-anniv-amid-push-collect>

⁷⁸ Une note des Etats-Unis en 2012 et une déclaration de OBAMA en avril 2014 a rendu explicite l'engagement américain sur ce point.

⁷⁹ Et l'avait annoncé à l'occasion du 60ème anniversaire de la constitution et alors qu'il était premier ministre.

⁸⁰ Le Professeur constitutionnaliste internationalement connu Yoichi Higuchi, membre de l'académie du Japon, a alors constitué un comité pour la défense de l'article 96 (voir Asahi Shinbun, 6 juillet 2013).

⁸¹ En le menaçant de le faire interdire du fait de son lien trop étroit avec une mouvance bouddhiste importante la sôka gakkai 創価学会

⁸² Selon Asahi Shinbun du 1er juillet.

nuisances pour sa population et une participation annuelle de 2 milliards de dollars versés aux américains pour (environ la moitié de) leurs frais de maintenance au Japon. Cette armada équipée à n'en pas douter d'armes nucléaires est bien un acteur dans l'arène internationale des acteurs prêts à combattre.

Il y a de fait, par cette présence forte sur son sol, de la plus grande puissance militaire du monde qui entend faire régner l'ordre telle qu'elle le comprend sur la planète, une contradiction avec le pacifisme officiel affiché par le Japon. Cela montre en même temps le maintien de la domination américaine sur le Japon.

Cartes tirées de Chanlett-Avery and Rinehart (2013), p. 7 et p. 13.





Installations militaires américaines au Japon

Références bibliographiques

- Abe, Shinzô (2006) *Utsukushii kuni e 美しい国へ* – Vers un beau pays, Bungei Shunjû, Tokyo.
- Abe, Shinzô (2013) *Atarashii kuni e 新しい国へ – Utsukushii kuni e kanzenban 美しい国へ完全版* – Vers un nouveau pays – vers un beau pays édition complète.
- Bright, Patrick (2009) “The Samurai’s Rebirth – Japan’s Increasing “Offensive” Security Capabilities” Paper presented at the 18th Annual Midwest Political Science Undergraduate Research Conference, Dr. Patrick Donnay, Advisor, March 20-21,
- Brock, Julie (2002) « Katô Shûichi » *Daruma* n°12/13, 2002-2003, p. 305-380.
- Bouissou, Jean-Marie (coord) (2007) *Le Japon Contemporain*, Paris, Fayard
- Chanlett-Avery, Emma & Ian E. Rinehart (2013) “The US-Japan Alliance” Congressional Research Service, CRS Report n°7-5700 RL 33740, 12 December, 28 pages.
- Coudenhove-Kalergi, Richard (1938) *l’Homme et l’Etat totalitaire*, Plon, Paris.
- Craig, Martin (2007) “The Case Against “Revising Interpretations” of the Japanese Constitution” *Japan Focus*, 29 May
- Crump, John (2003) *Nikkeiren and Japanese Capitalism* Routledge London.
- Drysdale, Peter (2014) “Japan’s Constitutional Dilemma” *East Asia Forum*, 10 March
- Dubro Alec et David E. Kaplan (1994- 1995) "A Question of Intelligence: Forty-five Years of the CIA » *Views* November 1994 et March 1995.
- Esmein, Jean (1994) *Pouvoir politique au Japon – le point de vue des Japonais*, Publications Orientalistes de France, Paris.
- Esmein, Jean et Alexandre Sheldon-Dupleix (2007) « Les forces armées » chap. XXVI in Bouissou, Jean-Marie (coord), *Le Japon Contemporain*, Paris, Fayard, p.533-551.
- Gaens, Bart (2014) “Japan’s new security policy – breaking away from the post-war regime?” The Finnish Institute of International Affairs, FIIA, Briefing paper 148, February, 7 pages.
- Hatoyama, Ichirô (1953) *Jiyû to Jinsei (自由と人生)* - La liberté et la Vie – Kangensha, Tokyo.
- Hirata, Tetsuo et John W. Dower (2007) “Japan’s Red Purge: Lessons from a Saga of Suppression of Free Speech and Thought” (<http://www.japanfocus.org/-Hirata-Tetsuo/2462>), traduction dans *Japan Focus* 07/07/07 – issue de l’article de Hirata Tetsuo (2006) dans 週刊金曜日 (*Shukan Kinyôbi*), n° 616, July 28.
- Hook, Glenn, D. (1996) *Militarization and Demilitarization in Contemporary Japan*, Routledge, London - 272 pages
- Kaplan, D. et A. Dubro (1995) *Yakuza : Japan’s Criminal Underworld*, University of California Press, Berkeley.
- Katô, Shûichi (2007) *Nihon bunka ni okeru jikan to kûkan (日本文化における時間と空間)*

Iwanami Shoten, Tokyo- traduit par Christophe Sabouret (2009) *Le temps et l'espace dans la culture japonaise*, Editions du CNRS, Paris.

Kessler, Christian (2013) « Kishi et le grand 'retour en arrière' », *France Japon Echo*, mai.

Kitaoka, Shinichi (2014) “*The Turnabout of Japan’s Security Policy : Toward « Proactive Pacifism »*” traduction publiée en avril 2014 d’un texte posté en japonais sur ce site en février 2014 (<http://www.nippon.com/en/authordata/kitaoka-shinichi/>).

Martin, Benjamin (1961) “Japanese Mining Labor: The Miike Strike, *Far Eastern Survey* Vol. 30, No. 2 (Feb), p. 26-30

Maruyama, Masao (1996) *Essai sur la pensée politique du Japon (Nihon seiji shisôshi kenkyû 日本政治思想史研究* sorti en 1952 au Japon), PUF, Paris.

Michishita, Narushige (2014) “Can Japan exercise collective self-defence effectively?” *East Asia Forum*, 21 June

Nakasone, Yasuhiro (1996) *50 Years of Postwar Politics*, Bungei Shunjû, Tokyo

Neuvy, Pierre (1955) « Les élections du 27 février 1955 au Japon » *Revue française de science politique*, n°2, p.358-369.

Pyle, Kenneth, B. (2012) “The US-Japan Alliance in the 21st Century” *The National Bureau of Asian Research*, Commentary, 13 November, 4 pages.

Schaller, Michael (1995) "America 's Favorite War Criminal: Kishi Nobusuke and the Transformation of U.S. -Japan Relations," in *This Is Yomiuri* , en japonais publié en Août 1995, par Yomiuri Shimbun , Tokyo , dont une traduction en anglais se trouve dans le JPRI Working Paper No. 11: July 1995 encore (2014/08/05) téléchargeable (<http://www.jpri.org/publications/workingpapers/wp11.htm>)

Seizelet, Eric (2013) « Le ‘contrôle civil’ et le pouvoir exécutif au Japon- Essai sur les rapports entre civils et militaires dans le Japon d’après-guerre » *Revue droit public et de la science politique*, 5, p.1260-1290.

Sonoda, Takanoro (2014) « Is Abe bypassing democracy to push his defence agenda? *East Asia Forum*, 11 April.

Takahashi, Toshiya (2014) “Why Abe is pushing for the right to collective self-defence” *East Asia Forum*, 20 June.

Tanaka, Hitoshi (2014) “Japan’s Debate on Constitutional Reinterpretation : Paving the Way for Collective Self Defense » *East Asia Insights – Toward Community Building*, Japan Center for International Exchange, February, 4 pages (même texte sur *East Asian Forum* 9 March 2014).

The Economist (2012) “Japan’s Citizen Kane -A media mogul whose extraordinary life still shapes his country, for good and ill” *The Economist*, 22 December (Il s’agit de Matsutarô Shôriki) .

Umeda, Sayuri (prepared by) (2006) « Japan – Article 9 of the Constitution, 2004-01207- Japan : Amendment of Constitution » *The Law Library of Congress*, February (téléchargé de www.loc.gov/law/help/JapanArticle9.pdf).

Weiner, Tim (1994) « C.I.A. Spent Millions to Support Japanese Right in 50's and 60's," *New York Times*, October 9 (téléchargé sur <http://www.nytimes.com/1994/10/09/world/cia-spent-millions-to-support-japanese-right-in-50-s-and-60-s.html?src=pm&pagewanted=3>)

Witt (de), Andrew (2013) «Just Gas? Smart Power and Koizumi's Anti-Nuclear Challenge (ただのちやらかし？高性能電源と小泉純一郎の原発への挑み) » *The Asia -Pacific Journal*, Volume 11, Issue 50, No .3, December 1

Zackary Kaplan, « Anti-Americanism in Zengakuren 1957-1960 » *Asian Studies*, Series IV, Vol 2, n°1, March, p. 50-70.